

CRUDE ACCOUNTABILITY
ECOFORUM des ONG du KAZAKHSTAN
2017

UN MÉTIER DANGEREUX

La pression croissante sur les ONG et les militants
écologistes dans les pays de l'ex-Union Union des
républiques socialistes soviétiques et aux États-Unis



Le rapport a été préparé par:

Crude Accountability

Yulia Genin

Sergey Solyanik

Elena Sorokina

Kate Watters

Ecoforum des ONG du Kazakhstan

Vadim Ni

Dina Ni

crudeaccountability.org
info@crudeaccountability.org

www.env.kz
ecoforumkz@gmail.com

LE SOMMAIRE

Introduction	4
Le cadre international	5
Une atmosphère hostile	7
Tendances, formes et sources des répressions	9
Le Turkménistan : les poursuites pénales des militants écologiques	14
Le Turkménistan : la législation des ONG comme moyen de liquidation des organisations indépendantes	16
Le métier dangereux de défenseur de l'environnement en Russie	20
Les persécutions pénales des défenseurs de l'environnement en Russie	24
20 ans de pression sur Environmental Watch on North Caucasus	29
L'Ukraine : les meurtres d'écologistes	36
Le Bélarus: les persécutions des militants publics	40
La Géorgie : les tentatives de discréditer les ONG écologiques fortes et indépendantes	43
Azerbaïdjan : les militants de l'ITIE sous pression	46
L'Arménie : la lutte pour l'eau	49
Le Kazakhstan : la sanction pénale pour les protestations publiques	52
Le Kirghizstan et le Kazakhstan : la limitation intentionnelle des possibilités d'activité des ONG	57
La persécution des défenseurs de l'environnement aux États-Unis	61
À propos de nous	67

Introduction

Ce rapport traite des défenseurs de l'environnement étant ou ayant été poursuivis à cause de leurs activités de protection de l'environnement sur le territoire des pays de l'ex-Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et des États-Unis.

Dans le rapport sur la situation des défenseurs des droits de l'homme du Rapporteur spécial des Nations Unies, Michel Forst, les défenseurs de l'environnement sont définis comme « les personnes ou les groupes qui, à titre personnel ou professionnel et de manière pacifique, s'efforcent de protéger et de promouvoir les droits de l'homme liés à l'environnement, y compris l'eau, l'air, les terres, la flore et la faune ».¹ Dans notre propre rapport, nous avons documenté les cas les plus flagrants de poursuites de ces personnes durant les quinze dernières années, la période de validité de la Convention de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus).

Dans son rapport du 3 août 2015, le Rapporteur spécial, Michel Forst, tire la sonnette d'alarme sur « l'accroissement et l'intensification de la violence » contre les défenseurs des droits environnementaux. Dans nos pays, la situation de ces personnes reste toujours largement sans réponse de la part des organisations internationales et non gouvernementales. Cependant, la question de la violation des droits et des libertés est plus que jamais d'actualité. Malgré le fait que les droits environnementaux du public sont largement reconnus par le droit international et par les législations nationales des pays étudiés, les écologistes et leurs familles sont toujours victimes de menaces, de coups, de poursuites administratives et pénales et même de meurtres à cause de leurs activités héroïques de protection de l'environnement.

Nous appelons les États et les organisations internationales à reconnaître que les répressions contre les défenseurs des droits environnementaux sont inacceptables et à prendre des mesures pour protéger leurs droits. Les États eux-mêmes sont obligés de

¹ <http://www.ohchr.org/EN/newyork/Pages/GA71stSession.aspx>

garantir le droit de protection de l'environnement et de lutte pour le développement durable en harmonie avec celui-ci. Les États ont également le devoir d'assurer le respect des autres droits des défenseurs des droits environnementaux, violés par les États eux-mêmes, par les entreprises privées, par les médias et par toute autre partie prenante. Si l'accès à un environnement sain n'est pas garanti, tout un éventail de droits et de libertés ne pourra être réalisé.

Le maintien d'un environnement adéquat, sécurisé et convenable pour l'activité des défenseurs de l'environnement relève de la responsabilité inaliénable de l'État et des autres instances de protection de l'environnement. Autrement dit, le développement durable et le bien-être de l'humanité dépend directement du respect et de la reconnaissance du travail des défenseurs des droits environnementaux.

Le cadre international

Malgré le développement des normes du droit international sur les droits des êtres humains, nous observons toujours une tendance effrayante à la violence et à d'autres formes d'intimidation des défenseurs des droits environnementaux dans le monde, y compris dans les pays couverts par le rapport. Ainsi, l'article 1 de la Déclaration de l'ONU sur les défenseurs des droits de l'homme de 1998 postule : « Chacun a le droit individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au niveau national et international ». Les droits et les libertés des défenseurs des droits environnementaux sont également garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992, y compris le principe 10 consolidant les bases pour le développement de la démocratie écologique. Ce principe comprend que « la meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient » et, en plus, inclut l'accès à l'information sur l'environnement et sur l'utilisation des mécanismes administratifs et judiciaires.²

² Le principe 10, http://www.un.org/ru/documents/decl_conv/declarations/riodecl.shtml

Le principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement a servi de base pour les négociations et pour l'adoption, en 1998, de la Convention d'Aarhus. Ce traité international « garantit les droits d'accès à l'information sur l'environnement, de participation du public aux processus décisionnels et d'accès à la justice en matière d'environnement », « afin de contribuer à protéger le droit de chacun, pour les générations présentes et futures, de vivre dans un environnement propre à assurer sa santé et son bien-être ».³ Étant un instrument juridique de portée internationale sur les droits écologiques publics, la Convention d'Aarhus établit les obligations de garantie du droit d'accès à l'information écologique - y compris sa récolte et sa distribution -, de participation dans le processus de prise de décisions sur un certain nombre d'activités et sur les questions concernant les plans, les programmes et les politiques liés à l'environnement, dans la préparation de la législation et des dispositions qui pourront considérablement influencer l'environnement ; et également d'accès à la justice (les moyens de protection judiciaire et non judiciaire) concernant les questions environnementales.

Les Parties de la Convention d'Aarhus abordées dans ce rapport sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan et l'Ukraine. À ce jour, parmi les anciennes républiques de l'Union Soviétique, seuls la Russie et l'Ouzbékistan n'ont pas adhéré à la Convention. La Russie avait planifié d'adhérer à la Convention depuis 2012, mais son adhésion tarde à se concrétiser. Cette Convention est en application depuis presque 16 ans et se présente comme l'accord international le plus important pour les défenseurs des droits environnementaux dans la réalisation de leur droit de protection des droits écologiques.

La Convention d'Aarhus contient une disposition distincte sur la protection contre les poursuites, les punitions et les oppressions des défenseurs des droits environnementaux. En conformité avec le paragraphe 8 de l'article 3 de la Convention, les Parties doivent assurer que « les personnes qui exercent leurs droits conformément aux dispositions de la présente Convention ne soient en aucune façon pénalisées, persécutées ou soumises à des mesures vexatoires en raison de leur action ». Ce faisant, dans son message

³ Article 1 de la Convention d'Aarhus

ACCC/C/2014/102 (Biélarus) le Comité chargé de veiller à l'application de la Convention a noté que « les droits mentionnés dans le paragraphe 8 de l'article 3 de la Convention englobent un grand nombre de droits accordés au public par l'article 1 de la Convention, notamment le droit d'accès à l'information, de participation publique dans le processus de prise de décisions et d'accès à la justice, ce qui facilite le droit de chaque être humain de la génération actuelle et des générations futures de vivre dans un environnement propre pour la santé et pour le bien-être ». ⁴ Ainsi, la Convention d'Aarhus définit les obligations de ces parties non seulement en terme d'arrêt des actions destinées à la persécution, à la punition et aux oppressions des défenseurs des droits environnementaux, mais également en terme de prise de mesures spéciales destinées à leur protection. Cependant, comme le montre la pratique et les exemples donnés dans ce rapport, les autorités publiques et les fonctionnaires sont habituellement les initiateurs des persécutions, des punitions et des oppressions des défenseurs des droits environnementaux.

Une atmosphère hostile

Les rapports de deux organisations internationales non-gouvernementales très respectées, Global Witness et Front Line Defenders, témoignent de tendances mondiales effrayantes. Selon le rapport de Global Witness⁵ (2016), dans 25 pays, au moins 200 meurtres de défenseurs des droits environnementaux ont été commis en 2016. Chaque année, ce nombre s'accroît, 2015 détenant le record en nombre de tels meurtres. De plus, l'ampleur géographique des violences contre les défenseurs des droits environnementaux est également en train d'augmenter. En 2016, en moyenne 4 défenseurs ont été tués violemment chaque semaine. En 2015, le nombre de défenseurs des droits environnementaux tués était plus deux fois plus que le nombre de journalistes tués durant la même période.

D'après le rapport, les pays les plus dangereux pour les défenseurs de la protection de l'environnement sont le Brésil (49 meurtres), la Colombie (37), les Philippines (28), l'Inde (16) et le plus grand nombre de meurtres par habitant est observé au Nicaragua

⁴ ACCC/C/2014/102/, point 66. Le document est disponible uniquement en russe. La traduction est de l'auteur

⁵ cc. 6, 8-9, <https://www.globalwitness.org/ru/campaigns/environmental-activists/defenders-earth/>. Disponible uniquement en anglais.

(11). Selon les données statistiques présentées dans le rapport de Front Line Defenders, en 2016, 49 % des défenseurs des droits de l'homme tués protégeaient les droits écologiques, les droits au terrain et les droits des autochtones et des minorités autochtones.⁶

Les rapports susmentionnés évoquent également des meurtres de défenseurs des droits environnementaux dans les pays de l'ex-URSS. En aucun cas, nous ne voulons pas minimiser la gravité et la dangerosité des situations des défenseurs des droits environnementaux dans les régions d'Asie et d'Amérique du Sud, où le plus grand nombre de meurtres a été commis. Cependant, suite à l'analyse effectuée à partir des rapports susmentionnés, élaborés en collaboration avec d'autres données, les auteurs de ce rapport estiment que le problème de persécution des défenseurs des droits environnementaux est toujours trop peu considéré dans les pays de l'ex-URSS. Notre rapport présente également des exemples de violences contre les défenseurs de l'environnement aux Etats-Unis, même si les mesures de persécution utilisées y sont souvent plus subtiles et masquées.

Une atmosphère généralement hostile au militantisme écologiste est une des particularités de la plupart des pays de l'ex-URSS, en matière d'installation d'un climat hostile pour la protection de l'environnement, créée par les régimes de plus en plus répressifs qui cherchent à marginaliser les organisations non-gouvernementales (ONG) indépendantes, y compris les ONG écologiques. Peut-être, l'un des exemples les plus connus, c'est la loi adoptée en 2012 en Russie sur les agents internationaux⁷, où les ONG ont été stigmatisées comme « des agents internationaux » et, en réalité, ont obtenu le statut d' « ennemis du peuple ». Le rapport d'Amnesty International « *Les Agents du peuple : 4 ans de validité de la loi sur les agents internationaux en Russie : les conséquences pour la société* » souligne que cette loi « facilite la création d'un climat d'intolérance et de suspicion et, suite à son adoption, la majorité des organisations, qui ont considérablement contribué au développement des droits des êtres humains, de la

⁶ <https://www.frontlinedefenders.org/en/resource-publication/annual-report-human-rights-defenders-risk-2016>

⁷ [Федеральный закон №121-ФЗ от 20 июля 2012 года «О внесении изменений в отдельные законодательные акты Российской Федерации в части регулирования деятельности некоммерческих организаций, выполняющих функции иностранного агента»](#)
Disponible uniquement en russe

société civile et du bien-être des citoyens, étaient forcées à terminer leurs activités ».⁸ Il décrit également des exemples de son application à l'égard des ONG écologiques. Dans notre rapport, nous avons inclus des exemples analogues issus du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Turkménistan. Cependant, la géographie de persécution des ONG dans la région, à la base des limitations légales de leurs activités et du stigmate d'« agent international », ne se limite pas uniquement aux pays susmentionnés. En même temps, le statut spécial des ONG écologiques a été reconnu dans le paragraphe 5 de l'article 2 et dans le paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention d'Aarhus. Dans ses conclusions sur le message ACCC/C/2004/05 (Turkménistan), le Comité chargé de veiller à l'application de la Convention a établi que « en réunissant l'expérience et les ressources, les ONG ont habituellement plus de capacités par rapport aux différents représentants du public en matière d'exercice des droits concernant la Convention ». ⁹ En persécutant et en disséminant les ONG écologiques, les gouvernements éliminent pratiquement le sujet crucial du respect des droits écologiques du public.

Tendances, formes et sources des répressions

Dans ce rapport, nous décrivons des cas concrets de persécutions et des répressions à l'égard des défenseurs des droits environnementaux en Arménie, en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Géorgie, au Kazakhstan, au Kirghizstan, en Russie, au Turkménistan, en Ukraine et également aux Etats-Unis. Cela ne veut pas dire que ce problème n'existe pas dans d'autres pays de l'ex-URSS, non inclus dans ce rapport, mais cela signifie que les auteurs étaient limités dans les possibilités d'identification et de vérification de ces cas. La plupart des pays abordés dans le rapport sont Parties de la Convention d'Aarhus, ce qui a permis d'utiliser les informations présentées dans les rapports alternatifs du public sur la réalisation de la Convention et de faire remonter au Comité chargé de veiller à l'application de cette Convention sa non-application présumée. Par ailleurs, la Russie et les Etats-Unis n'étant pas Parties de la Convention, la situation est présentée d'une manière plus vaste et inclut de l'information sur un certain nombre de cas. De manière générale, cela permet de présenter les tendances majeures, l'échelle et le caractère

⁸ International « Les Agents du peuple : 4 ans de validité de la loi sur les agents internationaux en Russie : les conséquences pour la société », <https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/5147/2016/en/>. Disponible uniquement en anglais et en russe. La citation est traduite par les auteurs

⁹ [ECE/MP.PP/C.1/2005/2/Add.5, paragraphe. 16](#). Disponible en russe. Traduction réalisée par les auteurs

progressif des répressions à l'égard des défenseurs des droits environnementaux dans les pays étudiés.

Il est regrettable d'observer l'accroissement de la tendance à appliquer des mesures législatives et réglementaires strictes à l'égard des ONG, y compris celles qui s'occupent des questions environnementales. L'adoption de la nouvelle loi sur les ONG au Turkménistan a abouti à la dissolution des ONG environnementales indépendantes et, par conséquent, à la persécution de certains défenseurs des droits environnementaux, ayant été membres des organisations liquidées. En même temps, en Russie, la loi sur les agents internationaux ne diabolise pas seulement la société civile - qui peut tirer son financement des ressources internationales - mais elle a également pour but de réprimer toute activité civile en empêchant toute possibilité d'obtention du financement des ressources internationales, considérant que dans ce pays il est possible d'obtenir un financement seulement à condition de faire acte d'allégeance aux autorités. Au Kazakhstan, les amendements successifs dans la législation sur les organisations non commerciales et dans la législation fiscale ont fixé une charge administrative extrêmement lourde pour les ONG sous forme de régime de triple comptabilité, ce qui provoque une menace constante des inspections et des amendes. Il est intéressant de noter que durant la même période a été menée une dérégulation à grande échelle de l'activité des organisations marchandes, la libération de leurs inspections par les autorités publiques, y compris les inspections à l'égard des responsabilités sur la protection de l'environnement. Indépendamment de l'adoption ou non adoption de ce type de lois, dans la plupart des pays analysés, on observe une campagne de déconsidération de l'activité des ONG écologiques qui sont fortes et indépendantes sous prétexte qu'elles sont des agents sous l'influence de certaines « forces externes ». C'est par exemple le cas de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Kirghizstan et de la Russie. A côté de cela, la comparaison de la géographie et des voies politiques de ces pays amène à la conclusion d'une origine probablement extra-terrestre de ces « forces externes » mystérieuses. Pourtant, la comparaison des budgets des investissements étrangers, attirés par les organisations non commerciales, par les gouvernements avec des bourses des ONG créent l'impression de l'existence d'une force magique et de l'hyper efficacité des ressources lorsqu'elles sont utilisées par les ONG. Cela permet d'appeler la lutte contre les ONG écologiques dans un certain nombre de pays une « chasse aux sorcières »

ciblée et à grande échelle. Une analyse plus détaillée de la situation en Russie permettra de faire une conclusion concernant l'implication active du service de sécurité de l'État et des forces de l'ordre dans l'activité de dissolution des ONG écologiques et en même temps d'engager des débats publics efficaces sur les risques et les menaces pour l'environnement venant de leur activité actuelle et future ; cela concerne en particulier des grands projets.

Les cas présentés dans ce rapport mettent en lumière une tendance accrue à l'application de mesures administratives d'influence et de sanctions pénales à l'égard des militants écologistes. Ces mesures sont utilisées en tant que moyens d'intimidation des citoyens pour les empêcher d'exprimer leur opinion sur les aspects écologiques de certains types d'activités comme, par exemple, la construction d'une centrale nucléaire au Bélarus, l'extraction et le transport de combustibles fossiles traditionnels en Azerbaïdjan, l'extraction et le transport du gaz de schiste aux États-Unis, la privatisation de terrains agricoles et l'attraction des investissements étrangers au Kazakhstan, la construction des sites olympiques et l'extraction du nickel en Russie et même l'abattage d'arbres au Kirghizstan. Dans des situations comme celles-ci, les autorités publiques prennent habituellement le parti des acteurs économiques et n'accordent pas de conditions, de mécanismes et de procédures à la participation active du public, et par là, exacerbent les conflits entre les intérêts économiques, écologiques et sociaux au sein de la société. Par ailleurs, dans de telles situations, les forces de l'ordre imposent activement des sanctions administratives et pénales à l'égard des défenseurs des droits environnementaux pour des délits insignifiants. Les formes de répressions utilisées en vue de l'intimidation individuelle ou publique des militants comprennent la vérification des papiers sous prétexte du maintien de l'ordre public, les perquisitions discriminatoires et la confiscation d'objets personnels, les filatures illégales, les arrestations illégales et l'utilisation de la violence lors des arrestations illégales, la traduction en justice administrative et la poursuite pénale sous prétexte de la violation d'ordre public, la diffamation, l'incitation au désordre social et national et d'autres formes de répressions. Les enquêtes sur les cas des persécutions liées à l'extraction et au transport du gaz de schiste aux États-Unis, réalisées par les médias et par les journalistes, ont montré que les grandes compagnies attirent les forces de l'ordre, les services de sécurité de l'État pour lutter contre l'activisme écologique et pour protéger leurs intérêts économiques, en

imputant le caractère criminel aux actions des défenseurs des droits environnementaux, allant jusqu'à les classer comme des actes de terrorisme ou d'extrémisme.

À leur tour, les ONG écologiques et les militants s'élèvent contre la violation de la législation écologique dans la mesure où leur propre vie, leur santé et la santé des membres de leurs familles sont soumises à des risques. Les cas observés de leur intimidation, du recours à la violence physique et même à des meurtres en Arménie, en Russie et en Ukraine, font apparaître à quel point l'éventail des activités de protection de l'environnement est lié à de tels risques. Ces activités incluent la lutte contre l'extraction illégale des ressources minérales, contre les constructions et toute autre activité sur des sites naturels spécialement protégés, contre l'abattage des arbres, contre la construction de villas d'élite, contre le circuit de substances chimiques, contre le braconnage, et aussi bien contre les conflits liés à l'utilisation des sites d'eau et même pour la protection des animaux sans abri. La poursuite de l'exploitation des ressources naturelles aboutit de plus en plus aux conflits basés sur la différence dans les approches du développement entre les parties concernées. Bien évidemment, l'échelle de la violence physique par rapport aux défenseurs des droits environnementaux dans les pays de l'ex-URSS et aux États-Unis n'ont pas toujours atteint le niveau de certaines régions d'Asie et d'Amérique du Sud, présentés dans les rapports des ONG internationales Global Witness et Front Line Defenders. Cependant, dans la mesure où les autorités publiques et les fonctionnaires sont activement impliqués dans la déconsidération et les poursuites, la géographie et l'échelle de la violence physique sur les défenseurs des droits environnementaux peuvent s'étendre considérablement et très rapidement. Par ailleurs, les tentatives de liquidation et de limitation de l'activité des ONG écologiques des pays étudiés peuvent amener à des conflits insolubles entre les populations locales et les entrepreneurs.

Les cas étudiés dans ce rapport et le caractère de persécution des défenseurs des droits environnementaux mettent en doute la solidité des intentions de la plupart des gouvernements en matière de garantie des droits des citoyens à un environnement favorable pour la santé et pour la vie, à la protection de l'environnement et au développement durable. Les auteurs de ce rapport estiment que, pour commencer, il est nécessaire de faire cesser toute tentative d'intensification de l'atmosphère d'hostilité et de suspicion à l'égard de l'activité des ONG et écologiques et des militants. Les activités

des organisations fortes et indépendantes et l'engagement civil au profit de la protection de l'environnement doivent recevoir une reconnaissance adéquate en pratique, en conformité avec le principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, les traités de la Convention d'Aarhus et d'autres accords écologiques internationaux. Les auteurs de ce rapport appellent le gouvernement et les organismes de la Convention d'Aarhus à entamer un dialogue ouvert avec les parties concernées au niveau national et international concernant la sortie de la situation de crise existante et le développement des mécanismes de prévention et de protection des ONG écologiques et des militants contre les poursuites, les oppressions et les punitions illégales.

Le Turkménistan : les poursuites pénales des militants écologiques

Quand une atmosphère de méfiance par rapport à l'activité publique indépendante s'établit dans un pays, il n'est plus possible de deviner qui pourra devenir victime des persécutions et pourquoi, qui pourra en profiter et comment. À l'aube du deuxième millénaire, il était difficile de trouver des écologistes plus calmes et pacifiques en Asie Centrale que Farid Tukhbatullin et Andrey Zatoka. À l'époque, tous les deux étaient des leaders du club environnemental de Dashoguz où ils s'occupaient des problèmes environnementaux de la région d'Aral, des sites spécialement protégés, de la sensibilisation par rapport aux questions de protection de l'environnement et de la législation du Turkménistan. Pourtant, en ce nouveau millénaire, les plus graves cas de persécutions des militants dans les pays de l'ex-URSS ont commencé notamment avec ces deux militants turkmènes et ont amené à une série d'événements aléatoires.

Farid Tukhbatullin a été la première victime : il a été arrêté en décembre 2002 à Dashoguz à cause de sa participation à une conférence sur les droits de l'homme à Moscou où a été présentée l'opposition politique du Turkménistan. À cette période, les persécutions et les répressions de l'opposition ont commencé dans le pays à cause de l'attentat commis contre le Chef de l'État, à Saparmyrat Türkmenbaşy. Le 4 mars 2003, le tribunal de district de la ville d'Achkhabad l'a reconnu coupable d'avoir omis de signaler qu'un crime grave était prévu et du passage illégal de la frontière et l'a condamné à une peine de prison de 3 ans. Sous la pression des organisations internationales, des organisations environnementales et des organisations de défense des droits de l'homme de différents pays, il a été réhabilité le 1^{er} avril 2003 sur décision du Président du Turkménistan.¹⁰ Craignant des poursuites consécutives de la part des autorités, Farid Tukhbatullin a ultérieurement quitté le territoire du Turkménistan et a reçu le statut de réfugié politique en Autriche.

Andrey Zatoka a été la victime suivante des persécutions de la part des autorités du Turkménistan. Il quitta comme par hasard le pays en décembre 2006, lors de la période des mesures spéciales de sécurité liées à la maladie très grave et à la mort du Président

¹⁰ <http://www.seu.ru/projects/farid/>

du Turkménistan, Saparmyrat Niyazow. Suite aux recherches consécutives des preuves contre lui, il a été accusé de détention illégale d'armes et de substances toxiques. Grâce à la pression exercée par la communauté internationale sur les autorités turkmènes, Andrey Zatoka a été condamné à une peine de 3 ans avec sursis, autrement dit, sans exécution de la peine. En revanche, l'histoire de ses persécutions s'est répétée en 2009 quand il a été arrêté encore une fois pour des blessures corporelles de gravité moyenne. Il avait prétendument tordu les mains d'un homme qui l'avait attaqué sur le marché. D'après certaines sources, la main avait été cassée avant cet incident.¹¹ Dans des délais extrêmement courts, plus précisément le 29 octobre 2009, Andrey Zatoka a été condamné à 5 ans d'emprisonnement. Cependant, sous pression de la communauté internationale, le 6 novembre 2009, cette peine a été remplacée par une amende et le militant écologiste a pu quitter le pays et déménager en Russie. Andrey Zatoka a été privé de la nationalité turkmène et son épouse a eu 24 heures pour quitter le territoire.¹²

En octobre 2010, les organisations de protection des droits de l'homme Human Rights Watch et Amnesty International ont rapporté que la vie de Farid Tukhbatullin était mise en danger à cause de son interview sur les droits de l'homme au Turkménistan. D'après deux sources indépendamment confirmées, le service de sécurité du Turkménistan planifiait de l'attaquer pour que cela ait l'air d'une crise cardiaque.¹³ Selon le communiqué de deux organisations de défense des droits de l'homme très célèbres, les autorités autrichiennes ont pris toutes les mesures nécessaires pour protéger Farid Tukhbatullin.

En juin 2010, les époux Myatiyev - ayant été des militants du club environnemental de Dashoguz avec Andrey Zatoka et Farid Tukhbatullin jusqu'à sa fermeture en 2003 - ont été privés de liberté de déplacement. Ils ont été arrêtés à l'aéroport quand ils essayaient de partir aux Pays-Bas pour le traitement de Monsieur Myatiyev. Suite aux lettres des organisations internationales et des défenseurs des droits de l'homme, dont Elena Bonner - la veuve d'Andreï Sakharov, le très célèbre dissident et défenseur des droits de

¹¹ <http://www.seu.ru/projects/zatoka/>

¹² <http://ru.crudeaccountability.org/andrei-zatoka-svoboden/>

¹³ <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2010/10/austria-debe-protoger-activista-turcomano-exilio/>

l'homme -, exprimant leur inquiétude par rapport à la violation des droits des époux Myatiyev, ils ont été autorisés à quitter le pays le 10 juillet 2010.¹⁴

Ces événements, qui ont eu lieu au Turkménistan, représentent un bon exemple de la « chasse aux sorcières », quand les autorités souhaitent ardemment trouver des « ennemis » au sein de leur propre état et s'en prennent à des citoyens pacifiques respectueux des lois. Ils mettent en lumière la situation générale de vulnérabilité des militants écologistes dans la plupart des pays de l'ex-URSS, où les lois et l'état du système judiciaire permettent d'engager la responsabilité pénale pour des actions ne mettant en risque ni la société, ni l'état. Dans de telles conditions de contrôle auxquelles sont soumis les militants publics, y compris les défenseurs de l'environnement, les forces de l'ordre sont toujours prêtes à trouver un prétexte pour l'engagement de la responsabilité pénale et, par conséquent, elles forcent les citoyens les plus socialement actifs à trouver refuge dans d'autres pays.

Le Turkménistan : la législation des ONG comme moyen de liquidation des organisations indépendantes

Cela semble difficile à croire mais les ONG environnementales du Turkménistan étaient parmi les plus actives en Asie Centrale entre la deuxième moitié des années 90 et le début des années 2000. Par ailleurs, le Turkménistan était à l'origine des tendances au développement de l'activité « verte » pour toute la région, notamment en ce qui concerne la connaissance des aspects techniques et des compétences d'utilisation des moyens électroniques d'information, les possibilités de travail en réseaux et la collecte de fonds. Parmi les organisations les plus connues, il y a le club environnemental d'Achkhabad, « CATENA », et le club environnemental de Dashoguz.

Le club environnemental de Dashoguz a été créé en 1992 et travaillait activement sur les questions comme la formation et la sensibilisation environnementale, la surveillance de l'état de l'environnement, la défense de la biodiversité, la législation environnementale (la popularisation, l'amélioration et le contrôle public de son application), la lutte contre

¹⁴ Chronicles of Turkmenistan, "Epilogue to Myatiyevs' Case," 16 Jul. 2010, <http://www.chrono-tm.org/en/?id=1429>

la pollution chimique, le maintien du développement économique des activités écologiques et de l'agriculture biologique. Par la suite, l'activité de cette organisation a favorisé l'apparition et le développement d'autres ONG environnementales au Turkménistan. En soutenant l'accès permanent du public à l'information environnementale comme base de l'organisation, les militants du club environnemental de Dashoguz servaient de source de compétences et de savoir-faire spécialisés pour plusieurs ONG environnementales d'Asie Centrale.

À partir de sa création en 1994, le club environnemental « CATENA » est devenu le système-phare en matière d'utilisation des communications électroniques parmi les ONG environnementales en Asie Centrale. Dans des conditions problématiques d'accès du public à l'information environnementale au Turkménistan, cette organisation était cruciale pour le maintien d'un échange constant d'information entre les « verts » d'Asie Centrale, notamment par le biais de la publication du journal numérique « Ecostan News » en anglais et russe, dont le rédacteur était Andrey Aranbayev, le dirigeant du club environnemental « CATENA ». L'organisation assurait également la liaison entre les « verts » d'Asie Centrale et des écologistes d'autres régions de l'ex-URSS. Cette organisation a été l'initiatrice de plusieurs projets, avec la participation d'organisations internationales liées à la conservation de la biodiversité, y compris le projet unique de conservation de la population de la panthère de Perse (en collaboration avec WWF), et à la conservation du patrimoine scientifique. En coopération avec le Ministère de la Protection de la Nature du Turkménistan, le club « CATENA » a été l'organisateur de la première conférence sur les problèmes de protection de l'environnement en 1996.

Les ONG environnementales du Turkménistan ont été très actives au niveau international et menaient un grand travail au niveau international. Leurs représentants faisaient partie d'organisations internationales, y compris les organes de direction : L'Union Socio-écologique Internationale, Law and Environment Eurasia Partnership et participaient au travail des organes de la Convention sur la diversité biologique à titre d'experts, à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification et enfin aux projets de WWF au niveau régional et national.

Les ONG environnementales du Turkménistan représentaient la force motrice du mouvement écologiste dans les pays d'Asie Centrale et de toute l'ex-URSS. Cependant, la pratique d'application de la loi 2003 sur les associations publiques du Turkménistan a abouti à la situation où les organisations environnementales indépendantes de ce pays ont cessé d'exister dans les six mois suivant son adoption. En novembre 2003, le Ministère de la Justice du Turkménistan a liquidé le club environnemental de Dashoguz. Suite à la décision de la même autorité publique, l'activité du club environnemental « CATENA » a été arrêté en novembre 2003. En avril 2004, la décision d'enregistrement de cette ONG à titre de personne morale a été annulée.

Actuellement au Turkménistan, il ne reste qu'une seule association de citoyens s'occupant des questions environnementales : l'Association Turkmène de Défense de l'Environnement, ce qui a en réalité été le résultat de l'adoption de la loi sur les associations publiques en 2003. L'un des fonctionnaires du Gouvernement du Turkménistan a ouvertement déclaré à l'agence Reuters : « Pourquoi créer un tas d'ONG quand il suffit d'en avoir une seule auprès de chaque département ? Par exemple, il existe depuis longtemps une seule Société de Défense de l'Environnement auprès du Ministère de la Nature ». ¹⁵

La privation de statut juridique des ONG environnementales a abouti à la cessation totale de leur activité dans le pays. Cette situation est liée à la législation de 2003, d'après laquelle l'activité des ONG non enregistrées a été interdite, la responsabilité administrative pour les infractions correspondantes et la responsabilité pénale en cas de récidives ont été mises en place. En effet, la loi de 2003 était destinée à la liquidation des ONG indépendantes, à la prévention de l'enregistrement de nouvelles organisations à titre de personnes morales et à l'interdiction de l'activité des associations de citoyens non enregistrées. Par la suite, le Comité d'examen du respect des dispositions de la Convention d'Aarhus a admis que le Turkménistan avait adopté cette loi sur les associations publiques avec infraction des obligations des paragraphes 4 et 9 de l'article 3 de cette Convention. En particulier, le paragraphe 4 de l'article 3 de la Convention demande aux Parties d'assurer « la reconnaissance et l'appui voulus aux associations,

¹⁵ Voir le site de CEE-ONU, <http://www.unece.org/env/pp/compliance/Compliancecommittee/05TableTurkmenistan.html>

organisations ou groupes qui ont pour objectif la protection de l'environnement » et faire « en sorte que son système juridique soit compatible avec cette obligation ». ¹⁶

Ce cas met en lumière la tendance générale à une mise en place d'obligations trop dures à l'égard des ONG, en ce qui concerne leur enregistrement, leur comptabilité, leur financement, l'application de la responsabilité administrative ou pénale par rapport à leurs membres et leurs agents sur le territoire des pays post-soviétiques. Ces obligations sont utilisées comme instrument institutionnalisé pour la mise en place du contrôle de la part des autorités sur l'activité des ONG environnementales, et pour la liquidation des ONG indépendantes représentant les intérêts et les droits du public à l'égard de l'accès à l'information environnementale, de la participation dans le processus de prise de décisions et d'accès à la justice. Dans la pratique, cela amène soit à la liquidation soit à la destruction graduelle des ONG qui pourraient exprimer l'opinion du public lors de la prise de décisions essentielles pour l'environnement et défendre les droits de ceux qui ont souffert de l'infraction de la législation environnementale. Autrement dit, tout cela aboutit à l'absence de droit nécessaire pour la réalisation du principe 10 de la Déclaration de Rio et des dispositions sur les droits environnementaux de la Convention d'Aarhus.

¹⁶ *Ibid.*, <http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/documents/2005/pp/c.1/ece.mp.pp.c1.2005.2.Add.5.r.pdf>

Le métier dangereux de défenseur de l'environnement en Russie

En 2012, la Russie a adopté une loi sur les agents étrangers qui établit des règles strictes de régulation de l'activité des ONG profitant de financements étrangers.¹⁷ Cette loi ne diabolise pas seulement les organisations publiques en fonction du principe de financement mais elle est également destinée à exterminer toute activité des ONG en entravant les possibilités de financement, considérant qu'acquérir un financement au sein du pays même n'est possible que sous réserve de la loyauté des organisations aux autorités. Ainsi, à partir de 2012, seven ONG environnementales, incluses dans le registre des agents étrangers, ont cessé d'exister.¹⁸ Il est important de noter que la loi établit que la protection du monde végétal et animal n'est pas une activité politique¹⁹. Pourtant, 25 des ONG environnementales ont été incluses dans le registre (une organisation sur 5 incluse dans le registre est environnementale).²⁰

La limitation de l'activité des ONG n'est que l'un des reflets de la politique du mépris par rapport à l'engagement civique et l'affaiblissement des ONG lui servant de base institutionnelle en Russie. Par ailleurs, on observe un fort niveau de violence par rapport aux défenseurs environnementaux et on voit que ces derniers ne sont pas protégés contre les persécutions administratives et pénales. Pour lutter contre les défenseurs environnementaux en Russie, sont utilisées des méthodes de punition comme les meurtres, les menaces, les attentats, les attaques, les persécutions pénales ; en complément avec des mesures plus « humaines » comme les perquisitions, les vérifications de papiers sous prétexte de motifs législatifs, l'empêchement du contrôle environnemental public et de l'organisation d'événements environnementaux publics. Les arrestations, les détentions et les intimidations sont aussi des mesures très pratiquées par l'État pour lutter contre les défenseurs de l'environnement quand ces derniers essaient de réaliser leur droit au contrôle public. Pourtant, sans ce dernier, la réalisation du droit à un environnement sain, garanti par la Constitution de la Fédération de Russie, ne paraît pas possible.

¹⁷ <http://bellona.ru/2016/10/24/inagent/>

¹⁸ <https://www.hrw.org/ru/news/2017/01/20/299182>

¹⁹ <https://rg.ru/2012/07/23/nko-dok.html>

²⁰ <http://bellona.ru/2016/11/08/under-pressing/>

De 2011 à 2017 en Russie, un certain nombre de meurtres, d'attaques (y compris des tentatives de meurtres) et de persécutions pénales ont été commis contre les défenseurs environnementaux à cause de leur activité de protection de l'environnement. Des exemples sont donnés dans cette partie du rapport. Dans la majorité absolue des cas, les délinquants n'ont pas été tenus responsables.²¹

Le 18 juillet 2013, Igor Sapatov a reçu une balle dans la tête par un tueur dans une forêt près de Kazan.²² Durant 5 ans, il a lutté contre la construction de villas de luxe sur des sites spécialement protégés, se trouvant sur le littoral des rivières Kama et Volga. Avant le meurtre, quelqu'un avait essayé de brûler l'appartement du militant écologiste, on lui a joué un mauvais tour en mettant des balles chez lui et l'avait attaqué. District de Kamsko-Ustyinsky, Tatarstan, 2013.

Le 19 juillet 2013, Nikolay Podolskiy et Sergey Malashenko, des militants contre le braconnage dans la région de Kolskoe Zapolyarye, ont été tués avec une personne du même village, en arrivant sur un site de pêche. Le meurtre a été commis par des tirs ciblés à la carabine.²³ Les deux victimes étaient des membres actifs de l'organisation publique «Eco-patrouille d'Oumba » et organisaient des inspections environnementales sur les côtes de la mer Blanche, ramassaient des ordures, détruisaient des filets de braconniers, invitaient des enfants et des adolescents à participer à des activités de protection de l'environnement. District de Ter, région de Mourmansk, 2013.

En 2013, Mikhaïl Beketov, rédacteur en chef du journal « la vérité de Khimki »²⁴, est décédé à l'hôpital. Il protestait vivement contre l'abattage de la forêt à Khimki pour la construction de l'autoroute fédérale Moscou-Saint-Pétersbourg. Il est mort des suites de ses blessures dues à des coups violents commis le 13 novembre 2008. Les coupables de ceux-ci n'ont jamais été définis. Après cette agression, il avait été hospitalisé avec un traumatisme crânien, une fracture du tibia, des hématomes multiples et une commotion

²¹ http://network.bellona.org/content/uploads/sites/4/2016/01/fil_regiony_2015_OBL_BLOK.pdf pp. 18-19

²² <http://www.xn----7sblcqa0agdljmb0c.xn--p1ai/news/y2013/838/>, http://network.bellona.org/content/uploads/sites/4/2016/01/fil_regiony_2015_OBL_BLOK.pdf p. 18, <http://www.evening-kazan.ru/articles/zemlyu-u-reki-polili-krovyyu-ee-zashchitnika.html>, <https://www.svoboda.org/a/25461475.html>, <http://openbereg.ru/?p=3641>, <http://bellona.ru/2013/07/25/v-tatarstane-rasstrelyali-ekologa/>

²³ <http://www.xn----7sblcqa0agdljmb0c.xn--p1ai/news/y2013/838/>, <https://newzv.ru/news/society/24-07-2013/186137-opasnaia-professija>

²⁴ <http://bellona.ru/2014/12/17/presledovanie-ekoaktivistov-eto-ne/>, <http://bellona.ru/2013/04/08/pamyati-aktivista-ekologa-mihaila-bek/>.

cérébrale. Afin de sauver la vie du militant, les médecins ont amputé sa jambe, certains doigts, ont retiré les fragments de verre dans son cerveau et l'ont soumis à des opérations multiples. Avant cette attaque, le journaliste affirmait que les autorités de Khimki, sous contrôle du maire de la ville, étaient les incitateurs de ces persécutions.

Le 27 octobre 2014, la dirigeante du refuge public pour animaux « La Bonté », Zemfira Gallyamova, a été trouvée étranglée par un collier pour chiens.²⁵ La même année, son organisation avait été soumise à une forte pression de la part des autorités publiques et des organes municipaux à cause de la suspension du financement de la chasse aux chats et chiens errants. D'après les témoignages de ses collègues, la veille de sa mort, elle avait été menacée par des chasseurs de chiens.²⁶ Le jour des funérailles de la protectrice des animaux errants, un groupe de chasseurs de chiens avec des battes de baseball a commis un raid sur son refuge. Oufa, Bachkortostan, 2014.

À la fin de l'année 2011, un inconnu a violemment frappé Alexander Senotrusov avec une batte de baseball dans la région de Leningrad. Le militant écologiste protégeait systématiquement le terrain de la réserve « La clairière de Bianca » - créée auparavant grâce à son initiative - et le littoral « du Cygne » de la vente et des constructions.²⁷ L'information sur ce cas d'attaque sur le militant écologiste a été présentée dans le Rapport du Conseil du Président de la Fédération de la Russie du Développement de la Société Civile et des Droits de l'Homme, publié en mars 2012. D'après ce rapport, Alexander Senotrusov a eu un traumatisme crânien, une commotion cérébrale, deux côtes fracturées et il a partiellement perdu la vue de l'œil droit. Néanmoins, l'enquête sur cette affaire n'a quasiment pas été réalisée.²⁸ Lebyazhye, région de Leningrad, 2011.

Le 24 février 2012, Igor Golubenkov, co-président de l'organisation sociale « Pour sauver Taman », assistant du député du Conseil de l'agglomération urbaine de Temriouk (territoire de Krasnodar) a été attaqué.²⁹ Criant « arrête ton écologie ! », deux inconnus l'ont agressé et blessé, juste à côté de son appartement. Le militant écologiste a été

²⁵ <http://bellona.ru/2014/12/17/presledovanie-ekoaktivistov-eto-ne/>,

http://network.bellona.org/content/uploads/sites/4/2016/01/fil_regiony_2015_OBL_BLOK.pdf p. 15

²⁶ http://tv-rb.ru/novosti/incidents/zoozashchitniki_ne_veryat_v_suitsid_direktora_fonda_dobrota_zemfiry_gallyamovoy/.

²⁷ <https://www.svoboda.org/a/24438198.html>, <http://bellona.ru/2011/12/31/soversheno-pokushenie-na-aleksandra-iv/>.

²⁸ http://old.president-sovet.ru/structure/group_4/materials/Doklad_ecolog.pdf, p 7

²⁹ <http://www.ewnc.org/node/7840>, <http://www.ewnc.org/node/7842>

hospitalisé.³⁰ D'après Igor Golubenkov, l'attaque a été commanditée et était liée à son activité de protection de l'environnement.³¹ Golubenkov était un leader actif de l'organisation « Pour sauver Taman ! » créée pour lutter contre les projets dangereux pour l'environnement sur la péninsule de Taman, s'opposait à la réalisation d'un projet de complexe de déchargement de gaz d'hydrocarbures liquéfiés et également aux projets de l'entreprise « EFKO : Les ingrédients alimentaires » d'augmentation des capacités de production de graisse et de margarine dans le port de Taman. Territoire de Krasnodar, 2012.

L'élue municipale Ludmilla Garifullina s'est élevée contre la déforestation pour la construction d'un complexe immobilier dans le village Zelionyï. En janvier 2013, elle a été attaquée, elle a reçu des coups de couteau et elle a été hospitalisée dans un état très grave.³² La protectrice de la forêt avait déjà été attaquée deux mois auparavant, frappée sur la tête, et on avait essayé de l'étrangler, mais elle avait été sauvée par des passants. Dans l'affaire de Ludmilla Garifullina, un fonctionnaire de l'administration locale et un dirigeant du conseil municipal ont été soupçonnés et arrêtés, cependant ils ont échappé à leur punition.³³ District de Noguinsk, région de Moscou, 2013.

À partir de 2012, les habitants de la région de Voronej se sont activement élevés contre la construction d'un combinat d'extraction du nickel, s'efforçant de protéger la beauté de la nature locale et la rivière Khoper. D'après les données de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie, environ 98 % de la population locale n'était pas d'accord avec le projet d'extraction du nickel. La plupart d'entre eux s'est réuni en deux mouvements publics de protestation : « Pour protéger Khopra » et « Stop-nickel ». Les militants ont souvent affronté des actes de violence physique et des intimidations. En mai 2013, les gardiens d'une entreprise minière et métallurgique ont frappé quatre militants du mouvement de protection de Khopra dont l'ataman cosaque luttant contre le projet de nickel, Igor Zhitenev, qui a eu une grave commotion cérébrale.³⁴ À la fin de l'année 2015, la cheffe du mouvement « Stop-nickel », Svetlana Kuznetsova, a également été attaquée

³⁰ *Ibid*

³¹ *Ibid*

³² <http://princip1.livejournal.com/201648.html>, <https://www.youtube.com/watch?v=IDhfRGi4PMw>, <https://www.ecmo.ru/news/sos-pokushenie-na-zashchitnicu-lesa-v-pos-zelenyy>, <https://www.svoboda.org/a/24881980/lbl1lbi6117.html>, http://network.bellona.org/content/uploads/sites/4/2016/01/fil_regiony_2015_OBL_BLOK.pdf

³³ http://volgograd-times.ru/main_stories/11129

³⁴ <https://www.svoboda.org/a/24985417.html>

près de son appartement par une personne masquée. Le militant a été frappée à la tête et au dos.³⁵

Le 15 juin 2016, le président de l'Union des Écologistes du Bachkortostan, Alexander Veselov, a été attaqué avec, d'après lui, la menace « mêle toi de tes affaires », après avoir été menacé par téléphone.³⁶ Il luttait intensivement au sud de la république pour le respect de la législation environnementale suite à la construction du polygone de déchets domestiques solides. De plus, Veselov critiquait vivement les dirigeants du Ministère de l'Utilisation des Ressources Naturelles et de l'Environnement du Bachkortostan en soulignant la falsification de l'information environnementale, le lobbying des intérêts des structures commerciales et l'inefficacité du Ministère. Oufa, Bachkortostan, 2016.

Dans la nuit du 8 au 9 septembre 2016, le camp des pompiers volontaires de l'expédition conjointe d'Environmental Watch on North Caucasus et de Greenpeace Russie a été attaqué par 8 inconnus masqués, armés de pistolets, de couteaux et de gourdins.³⁷ Lors de cette attaque, Mikhaïl Kreindlin (Greenpeace Russie) et Andrey Polomoshnov (« Les pompiers volontaires de la Transbaïkalie ») ont été frappés. Le chef de l'expédition Grigory Kuksin a été mis à terre et on lui a tiré une balle dans la tête. Les assaillants ont endommagé la voiture, les tentes et d'autres outils d'expédition. L'un d'entre eux a lancé une grenade assourdissante. Les participants à l'expédition ont été accusés d'antipatriotisme. La responsabilité pénale a été engagée contre l'attaque du camp. Greenpeace avait déjà organisé des expéditions similaires dans des régions propices aux incendies. L'expédition dans le territoire de Krasnodar a été organisée parce que la nature de cette zone souffre sérieusement des incendies de saison, et le Ministère des Situations d'Urgence n'a pas les moyens et les outils techniques nécessaires pour lutter contre les incendies sur des sites naturels. Les participants à cette expédition ont également été soumis à d'autres formes de pression : sous la pression des autorités locales, les volontaires ont été déplacés de la base locale, ils n'étaient pas permis d'aller

³⁵ <http://www.article20.org/ru/news/v-borisoglebske-napali-na-aktivistku-antinikelevogo-dvizheni#.WSykw1Pv-Y>

³⁶ <http://bellona.ru/2016/06/17/aleksandr-veselov/>

³⁷ Bellona, Russie <http://bellona.ru/2016/09/14/ecovahta-agent/>, Environmental Watch on North Caucasus <http://ewnc.org/node/23076>, <http://ewnc.org/node/23025>, <http://ewnc.org/node/23022>. Greenpeace, Russie, <http://www.greenpeace.org/russia/ru/System-templates/-1/?tag=%D0%BD%D0%B0%D0%BF%D0%B0%D0%B4%D0%B5%D0%BD%D0%B8%D0%B5>

éteindre l'incendie, ils ont été retenus et, finalement, ils n'ont pas pu participer à la conférence de presse.

En avril 2017, le militant écologiste moscovite Yaroslav Nikitenko a découvert « des menaces à son égard et même l'image d'une tombe avec une croix »³⁸ sur la route vers son appartement. Yaroslav Nikitenko participe vivement à la campagne publique contre les constructions dans l'un des arrondissements de Moscou, en protestant contre les infractions du chantier et les conséquences négatives de celui-ci sur l'espace vert de cet arrondissement : le parc unique « Le parc des pins sur Zhivopisnaya » (le quai de la rivière de Moscou) faisant partie du parc « Moscovereckiy ». Moscou, 2017.

Malheureusement, les attaques contre des militants écologistes et l'utilisation de méthodes criminelles d'intimidation sont devenues un phénomène banal en Russie. Dans la plupart des cas, nous observons un lien explicite avec certains conflits aigus liés à l'environnement. La majorité d'entre eux naît de l'absence de dialogue entre le monde des affaires et les autorités, d'un côté, et du public, d'un autre côté. Ainsi, des écologistes ont plusieurs fois été soumis à des intimidations et à des attaques liées à la destruction de la forêt de Khimki pour la construction de l'autoroute Moscou-Saint-Petersburg³⁹. Les écologistes de Joukovski ont été intimidés, leurs voitures ont été brûlées, des bouteilles avec des mixtures incendiaires ont été jetées par les fenêtres⁴⁰, les défenseurs du parc « Torfyanka »⁴¹ et de « Teplyi Stan »⁴² ont été attaqués. Les conflits susmentionnés ont eu lieu sur le territoire de Moscou et dans la région de Moscou à cause de la politique pitoyable d'aménagement urbain, suite à laquelle les villes perdent leurs espaces verts (« en 15 ans, un territoire égal à presque 1000 terrains de football a disparu de Moscou »).⁴³ Concernant la régularité observée, le Conseil du Président de la Protection des Droits de l'Homme et du Développement de la Société Civile a recommandé de prendre en compte l'opinion publique et de développer un système de normes assurant le dialogue entre les parties concernées sur les questions environnementales.⁴⁴

³⁸ <https://www.novayagazeta.ru/news/2017/04/13/130700-eko-aktivist-nikitenko-pozhalovalsya-v-spch-posle-ugroz-v-svoy-adres>

³⁹ http://old.president-sovet.ru/structure/group_4/materials/Doklad_ecolog.pdf, p. 6-7

⁴⁰ <http://bellona.ru/2016/07/13/zhukovskiy/>

⁴¹ <http://bellona.ru/2016/02/19/torfianka/>

⁴² <http://bellona.ru/2016/09/30/bespredel-moskva/>

⁴³ <http://www.greenpeace.org/russia/ru/news/2016/greenMoscow/>

⁴⁴ http://old.president-sovet.ru/structure/group_4/materials/Doklad_ecolog.pdf, p 9

L'examen des violations des droits des défenseurs de l'environnement en Russie indique qu'il est nécessaire de signer, de ratifier et de mettre totalement en place les normes de la convention d'Aarhus. Cela permettra à la Russie d'éviter ou au moins de diminuer considérablement le niveau de violation des droits des défenseurs de l'environnement et par là permettra à l'État d'atteindre les objectifs de protection de l'environnement et de défense des droits.

Les persécutions pénales des défenseurs de l'environnement en Russie

L'histoire de la persécution pénale d'Evgenii Vitishko et de Suren Gazaryan est devenue publique et sert à illustrer les intimidations et les suppressions d'activité des militants écologistes en Russie.⁴⁵ La persécution pénale est devenue un châtiment pour la lutte de Gazaryan et de Vitishko contre l'appropriation illicite des terrains du fonds forestier et du littoral de la mer Noire pour la construction et pour l'exploitation de la résidence appartenant, d'après les militants, à Alexander Tkachev, l'ancien gouverneur du territoire de Krasnodar (soi-disant « la maison de campagne de Tkachev »). Après des tentatives infructueuses d'appeler les délinquants devant la justice et de forcer les organes de contrôle russes d'exercer leurs fonctions de rétablissement de l'ordre, les militants ont organisé une manifestation pacifique au cours de laquelle des écritures ont été mises sur la palissade illégalement installée. Par ce geste, les militants ont mis en lumière que la palissade existait réellement. En effet, auparavant le Parquet général répondait aux demandes des écologistes qu'il n'y avait pas de palissade autour de la maison de campagne de Tkachev, que les violations n'avaient pas été constatées, malgré l'existence d'évidences convaincantes par rapport à l'existence de constructions illégales. En juin 2012, pour leur liberté d'expression de l'opinion et pour leur protestation contre des violations cyniques des droits et des libertés de citoyens de Russie, en conformité avec la partie 2 de l'article 167 du Code Pénal de Russie, le tribunal a condamné Evgenii Vitishko et Suren Gazaryan à une peine de 3 ans de prison avec sursis avec une probation de 2 ans.⁴⁶ D'après le jugement, la Cour a déclaré : « Gazaryan S.V. et Vitishko E.G ont commis

⁴⁵ <http://president-sovet.ru/presscenter/topics/read/18/>

⁴⁶ <http://www.ewnc.org/node/13314>

une dégradation délibérée de la propriété d'autrui et ces actions ont provoqué un endommagement considérable avec des intentions malveillantes ».⁴⁷

Malgré la sanction de la peine d'emprisonnement conditionnel, les poursuites de Vitishko et de Gazaryan ne sont pas terminées. En novembre 2012, Suren Gazaryan a été accusé de menaces de mort envers trois gardiens armés lors de l'inspection environnementale publique du « palais de Poutine ».⁴⁸ À cause de l'engagement d'un nouveau procès pénal contre lui, il a été forcé de quitter le pays. Le 20 décembre 2013, suite au jugement du tribunal de première instance, la sanction pénale avec sursis d'Evgenii Vitishko a été remplacée par une peine d'emprisonnement de trois ans dans un établissement semi-ouvert.⁴⁹ Le 3 février 2014, après que la flamme olympique a été portée, Vitishko a été emprisonné à Krasnodar pour une durée de 15 jours sous prétexte qu'« il utilisait des mots vulgaires en attendant le bus à l'arrêt ».⁵⁰ Lors du déroulement des Jeux Olympiques de Sotchi, après 15 jours d'arrestation administrative, il a été clandestinement escorté dans un établissement semi-ouvert. Ainsi, le Rapporteur Spécial sur la Situation des Défenseurs des Droits de l'Homme, Michel Forst, a adressé intentionnellement des appels aux autorités russes, en y exprimant sa préoccupation par rapport à la disparition forcée de Vitishko.⁵¹

D'après Andrey Babushkin, membre du Conseil du Président de la République de Russie sur le Développement de la Société Civile et les Droits de l'Homme, la persécution pénale d'Evgenii Vitishko était illicite. Lors de l'exécution de la peine⁵², il a été illégalement sanctionné à plusieurs reprises, ce qui a servi de base pour le refus de la libération conditionnelle et l'atténuation de la peine lors des procès d'avril et de juillet 2015.⁵³

Sous pression de l'opinion publique russe et internationale, il a été libéré le 22 décembre 2015, suite à la décision du tribunal du 10 novembre 2015, d'après laquelle la peine de Vitishko a été atténuée et le temps d'emprisonnement restant a été remplacé par une

⁴⁷ <http://ewnc.org/node/13314>

⁴⁸ <http://bellona.ru/2012/11/01/surena-gazaryana-ne-smogli-posadit-za/>

⁴⁹ <https://ovdinfo.org/documents/2013/12/25/postanovlenie-o-zamene-evgeniyu-vitishko-uslovnogo-sroka-na-realnyy>

⁵⁰ <http://ewnc.org/node/14780>

⁵¹ <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Defenders/A-HRC-28-63-Add-1.pdf>, paragraphe 416.

⁵² <http://president-sovet.ru/presscenter/news/read/2918/>

⁵³ <http://www.ewnc.org/node/19693>, <http://www.ewnc.org/node/18633>

limitation de liberté.⁵⁴ L'exécution des peines s'est terminée le 22 mars 2017. Amnesty International a reconnu Evgenii Vitshko comme prisonnier d'opinion.⁵⁵

L'histoire d'Evgenii Vitshko nous montre que les autorités à tous les niveaux et de toutes les directions sont utilisées pour la suppression de l'activité de protection de l'environnement. D'après certaines sources indépendantes, un certain nombre de militants ont encouru des peines pénales d'emprisonnement pour leur activité de protection de l'environnement : Sergey Loshkarev (2 ans, protégeait les bois urbains)⁵⁶, Maxime Petlin (3 ans, luttait contre des constructions dans les parcs urbains)⁵⁷; Mikhaïl Bezmeskii et Igor Zhitenev (ont été emprisonnés plus d'un an pour la défense de la rivière Khoper contre l'extraction du nickel à Tchnernozem à côté de la zone protégée)⁵⁸, Mikhaïl Boyarischev (défenseur de la rivière Khoper, a été condamné à 2 ans et demi, prétendument pour l'incendie du dispositif de forage)⁵⁹. Nikolai Kuznetsov (condamné à 2 ans avec sursis, avec 3 ans de probation et avec l'interdiction de voyager ; luttait contre la construction d'un aéroport dans la ville)⁶⁰ et Alexandre Dovydenko (chasseur professionnel, 3 ans avec sursis pour la capture de braconniers)⁶¹ ont été condamnés sous conditions.

Le registre des défenseurs environnementaux, soumis à des poursuites pénales, à des perquisitions, à des détentions et à des intimidations, ne cesse d'accroître.⁶² Ainsi, Valery Brinih (accusé d'extrémisme dans l'affaire du déversement de lisier de porc)⁶³, Andrey Roudomakha et Dimitri Shevchenko (accusés de diffamation de l'ancien vice-gouverneur du territoire de Krasnodar, Alexandre Remezko, à cause de leur activité de protection de l'environnement dans le Caucase septentrional⁶⁴, Roudomakha avait été accusé de la diffamation du juge).⁶⁵

⁵⁴ <http://ewnc.org/node/20372>, <http://www.ewnc.org/node/20087>

⁵⁵ <https://amnesty.org.ru/node/2799/>

⁵⁶ <https://memohrc.org/news/memorial-schitaet-ekologicheskogo-i-kazachego-aktivista-loshkareva-politzaklyuchennym>

⁵⁷ <http://www.politzeky.ru/politzeki/dela-grazhdanskih-aktivistov/41097.html>

⁵⁸ <https://memohrc.org/special-projects/delo-zhiteneva>, <https://www.svoboda.org/a/27790651.html>

⁵⁹ http://www.kasparov.ru/material.php?id=54C219F7F3447§ion_id=4354A73076FEC

⁶⁰ http://network.bellona.org/content/uploads/sites/4/2016/01/fil_regiony_2015_OBL_BLOK.pdf, p.20

⁶¹ <http://bellona.ru/2016/10/19/anti-ngo/>

⁶² http://network.bellona.org/content/uploads/sites/4/2016/01/fil_regiony_2015_OBL_BLOK.pdf, p. 20

⁶³ <http://agora.legal/cases/show/Delo-ekologa-Valeriya-Briniha-ob-ekstremizme/3>

⁶⁴ <https://www.novayagazeta.ru/news/2017/04/14/130734-v-krasnodare-proshli-obyski-i-vyemki-v-dome-gde-ne-bylo-ni-ofisa-pravozaschitnoy-organizatsii-ni-kogo-by-to-ni-bylo-iz-ee-uchastnikov>

⁶⁵ <https://www.novayagazeta.ru/news/2013/10/31/78541-v-sochi-zaderzhan-izvestnyy-ekolog-andrey-rudomaha-podnimayushiy-v-tom-chisle-ekologicheskie-problemy-olimpiady>

20 ans de pression sur Environmental Watch on North Caucasus

Environmental Watch on North Caucasus est une organisation interrégionale de protection de l'environnement et de protection des droits en Russie, réalisant son activité au Caucase septentrional. Afin de rétablir la justice sociale et environnementale, Environmental Watch on North Caucasus a recours aux structures publiques compétentes, participe aux procès, organise des inspections environnementales publiques, aide les populations locales dans la lutte pour leurs droits dans le domaine de la défense de l'environnement et des droits environnementaux, recense les infractions environnementales, met en œuvre la liberté de réunion et mène une activité d'information et de sensibilisation.

Ainsi, les membres d'Environmental Watch on North Caucasus travaillent pour le droit à un environnement sain, à une information crédible sur son état et à la réparation des dommages causés par une infraction environnementale sur la santé humaine et sur la propriété (l'article 42 de la Constitution de la Fédération de la Russie). Mais ils exercent également les fonctions de sa défense (l'article 58 de la Constitution de la Fédération de Russie), en utilisant uniquement des mécanismes juridiques de protection. En 20 ans d'existence de l'organisation, ses membres ont réalisé un très grand éventail de projets sur la protection de l'environnement : de la protection des squares et des parcs urbains jusqu'à la défense du Patrimoine mondial et naturel de l'UNESCO; l'organisation a réussi à atteindre plusieurs victoires environnementales.⁶⁶

En 20 ans, dont 10 ans de travail environnemental collaboratif de Crude Accountability et Environmental Watch on North Caucasus, nous avons recensé au moins 140 infractions des droits et des libertés universelles de l'homme à l'égard des membres d'Environmental Watch on North Caucasus (pour la période 1996-2016). 70 d'entre elles ont été commises entre 2012 et 2016. L'éventail des infractions des droits d'Environmental Watch on North Caucasus et de ses membres est très large : des coups et des privations de liberté jusqu'à la vérification des papiers sous prétexte de défense de la société et de la morale.

⁶⁶ [https://ru.wikipedia.org/wiki/Экологическая Вахта по Северному Кавказу](https://ru.wikipedia.org/wiki/Экологическая_Вахта_по_Северному_Кавказу), www.ewnc.org

Les répressions contre l'organisation portent un caractère systématique : leur nature planifiée est devenue explicite à partir de 2012, à la veille des Jeux Olympiques de 2014. Par la suite, les répressions se sont poursuivies. Actuellement, l'organisation est en danger de fermeture et ses leaders, Andrey Roudomakha et son adjoint Dimitri Shevchenko, risquent d'être emprisonnés.

Le 11 mai 2011, un membre d'Environmental Watch on North Caucasus, Evgenii Petrovich Mamoula, a apporté les documents de l'inspection environnementale publique de l'extraction du bois au bureau du district forestier d'Abinsk (Abinsk, territoire de Krasnodar).⁶⁷ Le dirigeant du district forestier, Alexandre Aristov, a invité Mamoula dans son bureau où il l'a frappé jusqu'à ce qu'il perde connaissance. Après les coups, Aristov a continué à retenir Mamoula dans le bureau, a appelé la police et a accusé Mamoula d'être à l'initiative de l'attaque. La police a demandé des explications à Mamoula qui a été consécutivement hospitalisé avec un diagnostic de commotion cérébrale, contusion des tissus mous du visage, des extrémités et du dos. La police a refusé d'engager des poursuites pénales et même de procéder à l'enquête préliminaire.⁶⁸

Le 30 avril 2011 à Primorsko-Akhtarsk (territoire de Krasnodar), deux inconnus ont frappé un membre d'Environmental Watch on North Caucasus, Alexander Birukov, dans la cour de sa maison⁶⁹. Il a eu plusieurs traumatismes crâniens et une commotion cérébrale, il a été hospitalisé. Birukov s'occupait activement de la défense des ressources en eau dans la région de Primorsko-Akhtarsk du territoire de Krasnodar.

Le 15 mai 2012, lors du procès au tribunal de district de Tuapsinsk sur l'affaire de Gazaryan et de Vitishko, les pneus d'un membre d'Environmental Watch on North Caucasus ont été crevés. Quand les membres d'Environmental Watch on North Caucasus ont essayé de suivre le délinquant et d'appeler la police, un autre délinquant a échappé à

⁶⁷ Environmental Watch on North Caucasus, <http://ewnc.org/node/5454>, http://ewnc.info/files/lines-doc/t-rosha/051310_Mamula-SME.pdf, <http://ewnc.org/node/5474>, voir aussi <http://ewnc.org/node/6955>

⁶⁸ *Ibid*

⁶⁹ Environmental Watch on North Caucasus, <http://ewnc.org/node/6555>. . La gazette russe. Ciblait la tête. 12.05.2011, <http://www.rg.ru/2011/05/12/birukov.html>

Igor Kharchenko et il a frappé légèrement deux autres membres d'Environmental Watch on North Caucasus.⁷⁰

Les menaces de violence physique sont l'une des tactiques d'intimidation des militants écologistes d'Environmental Watch on North Caucasus. Lors des inspections environnementales publiques et des réunions environnementales, Andrey Roudomakha, Dimitri Shevchenko, Gayane Antonova, Vladimir Perebeynos, Suren Gazaryan, Mariya Uhova et Vladimir Yurkevich ont été menacés. En 2014, Vladimir Kimaev a été victime d'un accident de voiture intentionnel. D'après lui, l'accident était lié à son travail sur le respect des obligations environnementales lors de la préparation des Jeux Olympiques de 2014.⁷¹

Les détentions et les arrestations illégales comme moyen d'élimination de l'activité de protection de l'environnement sont des méthodes répandues d'influence des autorités et des structures privées sur les membres d'Environmental Watch on North Caucasus. Les détentions et les arrestations sont généralement liées à la participation à des réunions pacifiques et à des inspections environnementales publiques. 31 cas de violation de la liberté de réunion sur 43 ont été accompagnés par des détentions et/ou par des arrestations. Par exemple, l'inspection environnementale publique du « palais de Poutine » (11 février 2011) s'est terminée par des arrestations d'écologistes, de défenseurs des droits de l'homme et de journalistes par la police et le Service Fédéral de Sécurité qui gardait le palais. Les affaires personnelles des détenus, y compris l'équipement sur lequel les résultats de cette inspection ont été enregistrés, ont été confisquées.⁷² L'inspection environnementale publique de la « maison de campagne de Tkachev » (le 27 février 2017) s'est également terminée par des détentions massives, par

⁷⁰Environmental Watch on North Caucasus , <http://ewnc.org/node/8399>, <http://ewnc.org/node/9523>, <http://www.ewnc.org/node/8421>, <http://ewnc.org/node/9285>. YouTube, <https://www.youtube.com/watch?v=bMwQucQT6tY>. Le nœud du Caucase, <http://www.m.kavkaz-uzel.ru/articles/209889/>. Environmental Watch on North Caucasus, <http://ewnc.org/node/8692>. Environmental Watch on North Caucasus, <http://ewnc.org/node/9523>

⁷¹ <http://ewnc.org/node/17887>

⁷² Pomme de terre, <http://www.yabloko.ru/regnews/Krasnodar/2011/02/12>, http://www.yabloko.ru/regnews/Krasnodar/2011/02/12_0; LiveJournal. Suren Gazaryan. <http://gazaryan-suren.livejournal.com/7966.html>; Environmental Watch on North Caucasus, <http://www.ewnc.org/node/6224>, <http://www.ewnc.org/node/6226>, <http://www.ewnc.org/node/6228>, <http://www.ewnc.org/node/6243>, <http://www.ewnc.org/node/6243>, <http://www.ewnc.org/node/6243>, <http://www.ewnc.org/node/6263>, <http://www.ewnc.org/node/6273>, <http://www.ewnc.org/node/6237>, <http://www.ewnc.org/node/6247>, <http://www.ewnc.org/node/6297>; Vkontakte, https://vk.com/album-1073578_127999153?s=1; Новая Газета, <http://www.novayagazeta.ru/society/7117.html>; Le recours des actions illicites: LiveJournal. Suren Gazaryan, <http://gazaryan-suren.livejournal.com/7966.html>; Environmental Watch on North Caucasus, <http://www.ewnc.org/node/6957>, <http://www.ewnc.org/node/13436>; Les vidéomatériaux : YouTube, <https://www.youtube.com/watch?v=ZBTt5ActIqA>, <https://www.youtube.com/watch?v=BEfUcxOiBYE>

l'arrestation administrative de Suren Gazaryan, d'Evgenii Vitishko et de Zoufar Achilov.⁷³ Lors des arrestations, la violence et une attitude inhumaine sont souvent utilisées à l'égard des écologistes. Lors des détentions, des méthodes malignes comme l'attraction pour des négociations et la détention consécutive sont utilisées ; les affaires personnelles sont retirées, y compris l'équipement technique sur lequel les infractions environnementales sont enregistrées ; les papiers sont vérifiés sous prétexte du maintien de l'ordre (par exemple, sous prétexte de lutte contre la délinquance, y compris l'extrémisme et le terrorisme, la police présente un avis de recherche n'ayant pas de rapport avec le militant). Le cas de privation du droit à la liberté le plus grave est l'affaire pénale contre Suren Gazaryan et Evgenii Vitishko, décrite plus haut.

Lors de la préparation pour les Jeux Olympiques de Sotchi (de 2007 à 2014), les membres d'Environmental Watch on North Caucasus ont été soumis à une pression particulière. Des méthodes criminelles ont été utilisées en complément à des méthodes répressives travaillées comme les détentions, les arrestations, les inspections, le recours à la violence lors des détentions, les coups, les menaces, les interruptions d'inspections publiques, les entretiens de prévention avec les membres d'Environmental Watch on North Caucasus à la base du « registre des personnes précaires ». Ainsi, le 4 février 2014, avant que la flamme Olympique ait été portée, les vitres de la voiture d'Igor Kharchenko, un membre d'Environmental Watch on North Caucasus, ont été cassées, ses pneus ont été crevés. Igor Kharchenko a été emmené de force par les policiers, d'abord, à un examen médical qui a montré que Kharchenko était sobre, puis au département de police. Le jour suivant, le tribunal a condamné le militant à une arrestation administrative. L'audience a été déclarée fermée et a duré seulement 5 minutes : le juge a refusé à Kharchenko d'inclure toute preuve qu'il n'avait exercé aucune « résistance au policier ». D'après l'opinion du policier, la résistance dont Kharchenko a été accusé s'est manifestée dans le fait que le militant ne s'est pas rapproché de la voiture policière. Les vidéos disponibles mettent en lumière que la filature et l'arrestation des militants d'Environmental Watch on North Caucasus un jour avant l'histoire de Kharchenko et l'attaque non commise sur le bureau

⁷³ Environmental Watch on North Caucasus, <http://www.ewnc.org/node/6310>, <http://www.ewnc.org/node/6321>, <http://www.ewnc.org/node/6333>. La Nouvelle Gazette, <http://www.novayagazeta.ru/politics/6887.html>. La Nouvelle Gazette, <http://www.novayagazeta.ru/news/5885.html>. Environmental Watch on North Caucasus, <http://ewnc.org/node/6378>. Environmental Watch on North Caucasus <http://www.ewnc.org/node/6335>. Environmental Watch on North Caucasus, <http://www.ewnc.org/node/6350>, <http://www.ewnc.org/node/6364>, <http://www.ewnc.org/node/6370>, <http://www.ewnc.org/node/6360>. Environmental Watch on North Caucasus, <http://ewnc.org/node/6370>. Environmental Watch on North Caucasus, <http://www.ewnc.org/node/6378>

d'Environmental Watch on North Caucasus (aussi bien que l'attaque elle-même sur Kharchenko et sur sa voiture) ont été des actions planifiées, dont les protagonistes étaient des structures criminelles derrière lesquelles étaient les policiers.⁷⁴

Puis, il y a non seulement eu une pression exercée ponctuellement sur les membres et les leaders d'Environmental Watch on North Caucasus, mais il y a également eu un travail pensé d'empêchement du bon fonctionnement d'Environmental Watch on North Caucasus comme organisation environnementale non commerciale. Les obstacles auxquels Environmental Watch on North Caucasus fait le plus souvent face, c'est l'empêchement de l'organisation de l'inspection environnementale (par le biais d'empêchement d'accès à l'objet d'inspection, d'arrestations, d'arrêt des voitures et de la vérification des papiers sous prétexte de réalisation de l'opération « Anaconda » etc.). Les réunions paisibles organisées par Environmental Watch on North Caucasus irritent explicitement les autorités. L'autorité soit empêche l'événement public (met des obstacles lors de la procédure d'autorisation, déclenche une campagne informationnelle de discrédit contre les membres d'Environmental Watch on North Caucasus et de ses leaders, intimide les organisateurs), soit empêche tout événement public (les événements publics sont dissous ; les organisateurs et les participants sont arrêtés sous prétextes spéciaux, comme, par exemple l'insubordination aux fonctionnaires de police, ou après la simulation de l'infraction, quand un homme de paille se rapproche d'un militant faisant un piquet solitaire, le policier déclare une infraction de l'ordre à l'organisation d'un événement public; puis il engage une affaire administrative, un procès et applique une sanction injuste).

Le discrédit d'Environmental Watch on North Caucasus dans les médias est l'un des moyens de lutte contre cette organisation. Dans les médias, les personnes officielles d'Environmental Watch on North Caucasus et Andreï Roudomaha sont imputés de motifs politiques et mercantiles, et des accusations d'antipatriotisme sont proclamées pour travail dans l'intérêt des états de l'Occident.

⁷⁴ YouTube, <https://www.youtube.com/watch?t=122&v=Lw3d8ovQHUY>

En 2013-2014, une vague de vérifications discriminatoires avec la participation du FBI, du Parquet général, du Centre de Lutte contre l'Extrémisme, du Ministère de la Justice et du service fiscal s'est abattu sur Environmental Watch on North Caucasus et sur d'autres organisations non commerciales. Lors des inspections, les autorités demandaient les papiers, les étudiaient scrupuleusement et définissaient les contradictions pour lesquelles ils imposaient des précautions, des amendes, des prescriptions et des protocoles d'infractions. Lors de ces inspections, des infractions ont été commises par les autorités : par exemple, lors de l'inspection du 27 mars 2013, les inspecteurs ont étudié les correspondances électroniques d'Environmental Watch on North Caucasus, ont menacé les membres d'amendes administratives en cas de refus d'accéder à la correspondance et on a « recommandé » aux membres présents de ne pas publier le rapport sur les conséquences environnementales de la préparation des Jeux Olympiques à Sotchi.

En 2013-2014, Environmental Watch on North Caucasus a été soumis à des vérifications discriminatoires à 6 reprises : l'organisation a été vérifiée en terme d'activité extrémiste dans le cadre de la loi sur les agents étrangers, sur la non-conformité de l'activité d'Environmental Watch on North Caucasus à la législation russe, à la charte et aux actes constitutifs. L'organisation a été presque liquidée, sanctionnée inadéquatement et de manière disproportionnée par rapport aux contradictions techniques insignifiantes de leur charte. Par ailleurs, Environmental Watch on North Caucasus a en réalité été sanctionnée plusieurs fois pour la même chose : d'abord, l'organisation a eu une amende, puis son activité a été suspendue pour une durée de 6 mois, et enfin elle a été liquidée. Cependant, lors de l'étude de l'affaire à la Cour Suprême de Russie, le plaignant (Minjust d'Adyguée) a révoqué sa requête et l'affaire contre Environmental Watch on North Caucasus a été stoppée.

Parmi d'autres violations identifiées des droits d'Environmental Watch on North Caucasus, nous retrouvons également l'interception illicite de conversations téléphoniques, la filature, la répression d'expression de l'opinion, le refus de prestation d'information environnementale, la falsification des audiences publiques et la discrimination.

Depuis le printemps 2016, Environmental Watch on North Caucasus subit une pression extrêmement forte : l'organisation a été incluse dans le registre des agents étrangers, Andrey Roudomakha et l'organisation ont eu des amendes, des perquisitions ont été organisées dans le bureau, l'équipement a été confisqué, des informations les discréditant sont régulièrement publiées dans les médias, l'organisation est impliquée dans plusieurs procès qui prennent beaucoup de temps et la détournent de l'activité de défense de l'environnement et des droits environnementaux des citoyens. Par ailleurs, en juin 2017, il y a eu un procès pénal contre Andrey Roudomakha et Dmitrii Shevchenko qui étaient accusés de diffamation prétendue de l'ancien vice-gouverneur Alexandre Remezkov (étant actuellement député de la Douma de la République de Russie). D'après les enquêtes d'Environmental Watch on North Caucasus, Remezkov possède une propriété avec une construction liée à des violations graves de la législation environnementale. Il est absolument explicite que l'autorité a fixé l'objectif de cesser l'activité de cette organisation de protection de l'environnement et des droits par tous les moyens envisageables.

L'affaire d'Environmental Watch on North Caucasus met bien en lumière la situation dans laquelle les défenseurs de l'environnement doivent travailler en Russie. Ils doivent faire face à la politique prédatrice du monde des affaires et de l'État, qui utilisent le pouvoir exhaustif de la machine d'état - des organes de l'État de haut niveau jusqu'aux policiers - afin d'exercer une pression sur les défenseurs de l'environnement et de réaliser des projets économiques violant les droits de l'homme. Le désir d'étouffer l'activité de protection de l'environnement et des droits environnementaux d'Environmental Watch on North Caucasus et de ses membres se manifeste sous formes très variées : des coups et des privations de liberté jusqu'à la vérification des papiers sous prétexte du maintien de l'ordre et de la morale.

L'Ukraine : les meurtres d'écologistes

Le 2 mai 2009, Alexey Goncharov, un volontaire du centre écologique et culturel, a été tué devant sa femme et son enfant dans la cour de sa maison, dans le sanctuaire Zhukov à Kiev.⁷⁵ Sa femme a été battue et consécutivement hospitalisée. Cet événement tragique a eu lieu un jour après que la chaîne ICTV et Goncharov aient visité l'endroit d'extraction et de vente illégale de sable dans le sanctuaire, une zone spécialement protégée. D'après la législation ukrainienne, la destruction et l'endommagement intentionnels des zones naturelles protégées est une infraction pénale. Depuis le début des années 2000, plus d'une dizaine d'entreprises extraient illégalement du sable sur l'île de Zhukov, et pendant longtemps Goncharov a lutté contre elles. Pourtant, toutes les lettres envoyées aux autorités publiques n'ont reçu aucune réponse, et seulement après le recours à des journalistes, il a réussi à faire évoluer les choses.⁷⁶

Les proches de Goncharov affirmaient qu'Alexey était une personne préoccupée. Avec sa femme et ses deux enfants, il habitait dans une petite maison construite par lui-même sur l'île de Zhukov. Cette paix a pourtant été interrompue quand les ouvriers des carrières de sable se sont rapprochés de la maison des Goncharov. Alexey a appelé la police à huit reprises pour venir à l'endroit où travaillait l'équipe d'extraction du sable. Cependant, après une détention, les travailleurs ont été tout de suite libérés. Par ailleurs, il écrivait constamment des demandes aux organes d'ordre qui non seulement ne faisaient rien mais soutenaient le commerce illicite assurant une bonne source de revenus à ses participants. Pendant 8 ans, avant que Goncharov intervienne, les braconniers tiraient profit de l'extraction du sable sans être inquiétés. Les délinquants ont essayé de trouver un accord avec Alexey, l'ont menacé à plusieurs reprises, et puis, après qu'il ait amené la chaîne ICTV sur l'île, un tueur à gages l'a battu à mort.⁷⁷ Il est intéressant de noter que juste après sa mort, le représentant de la police de Kiev, V. Polischuk, a déclaré que Goncharov ne faisait pas partie des écologistes parce qu'il n'était membre d'aucune organisation environnementale. En retour, le centre écologique et culturel a publié un appel où il a précisé que Goncharov était un citoyen d'Ukraine et a été tué lors de

⁷⁵ <http://ecoethics.ru/godovschina-gibeli-goncharova/>

⁷⁶ <http://ecoethics.ru/v-kieve-nachali-ubivat-zaschitnikov-prirody/> ; <http://ecoethics.ru/kudy-vede-rozsliduvannya-vbyvstva-na-zhukovomu/>

⁷⁷ <http://ecoethics.ru/kudy-vede-rozsliduvannya-vbyvstva-na-zhukovomu/>

l'exécution d'un devoir civique (la défense de l'environnement) alors qu'il devait être protégé par les lois du pays. Par ailleurs, Goncharov était un volontaire du centre et avait coopéré avec lui pendant plus de deux ans.⁷⁸ Le Centre Écologique et Culturel de Kiev est l'une des organisations environnementales publiques les plus anciennes et reconnues qui s'occupe de la défense des zones naturelles protégées du pays.⁷⁹

Lors de l'enquête officielle, il a été établi que les hommes d'affaires I. Nonick et O. Gonchar étaient impliqués dans le meurtre de Goncharov. D'après les journalistes, Nonick était le commanditaire principal de l'assassinat de Goncharov car c'est lui qui avait organisé l'extraction illicite du sable sur l'île de Zhukov et avait menacé Goncharov à plusieurs reprises. L'activité illégale d'extraction du nickel de Nonick a été couverte par le commandant de police Lagouta qui était un de ses proches. Les meurtriers eux-mêmes n'ont pas été trouvés. Les officiers de police impliqués dans cette affaire n'ont pas été sanctionnés, ils ont juste été mutés. Toute la famille de Goncharov, sa veuve et ses deux enfants, ont été forcés de déménager en Tchéquie.⁸⁰

Le 1^{er} août 2012, l'écologiste Vladimir Goncharenko, dirigeant le mouvement public « Pour le droit public à la sécurité environnementale » à Dniepropetrovsk, a été violemment battu sur la route vers sa maison de campagne. Le 3 août, il est décédé en soins intensifs. Ses collègues, ses proches et ses amis sont convaincus que le meurtre est directement lié à la dernière enquête menée par Goncharenko. La dernière conférence de presse qu'il a tenue le 27 juillet 2012 portait sur la conservation et le transport illégaux de trois échangeurs de chaleur pollués par l'hexachlorobenzène d'un poids total de 180 tonnes. L'hexachlorobenzène est une substance chimique de première classe de dangerosité et il est interdit par la convention de Stockholm de l'ONU en tant que poison polychrome. Goncharov a mené sa propre enquête et a découvert que n'ayant pas d'autorisation spéciale, l'entreprise « Ukr-EURO » avait à plusieurs reprises essayé de transférer les marchandises dangereuses sous couvert de ferraille sur les usines sidérurgiques d'Ukraine. L'écologiste a envoyé l'information sur les infractions détectées dans les organes de surveillance, mais les autorités n'ont exprimé aucun intérêt. Il est

⁷⁸ <http://ecoethics.ru/novaya-informatsiya-ob-ubiytve-goncharova/>

⁷⁹ <http://ecoethics.ru/about/>

⁸⁰ <http://ecoethics.ru/godovschina-gibeli-goncharova/>

intéressant de noter qu'après le décès de Goncharov, ni les autorités locales ni les autorités fédérales n'ont commenté cet événement. Par ailleurs, d'après la version officielle, le meurtre n'était pas lié à l'activité professionnelle de l'écologiste mais était la conséquence d'un conflit de conducteurs sur la route.⁸¹ Deux ans après la mort de Goncharov, ni l'enquête sur son assassinat ni la résolution des problèmes sur lesquels il travaillait n'ont avancé. Il n'y a toujours aucune information ni sur les commanditaires de l'assassinat et ni sur les prédateurs.⁸²

Vladimir Goncharenko était une personne connue dans le pays, éditeur du journal « Ecosécurité », académicien de l'Académie d'ingénierie d'Ukraine et de l'Académie internationale des sciences de l'écologie, de la sécurité de l'homme et de la nature. D'après ses collègues, il a été menacé à plusieurs reprises par des inconnus. « Les ennemis les plus dangereux de l'écologie sont l'indifférence, l'incompétence et parfois l'inactivité criminelle de nos fonctionnaires, responsables d'un environnement convenable pour la vie et pour la santé de l'être humain », a dit Goncharenko. Parmi les problèmes principaux de l'Ukraine, il mentionnait l'absence d'accès à une information crédible. Le journal « Ecosécurité » était une source d'information environnementale d'où les citoyens et les médias mais également les autorités puisaient l'information.⁸³

Goncharenko était à l'origine du domaine du recyclage secondaire des métaux en Ukraine, participait activement à la rédaction et à l'adoption des lois correspondantes. Les problèmes environnementaux multiples l'ont amené dans le rang des défenseurs de l'environnement. En 2007, Vladimir a fondé et s'est mis à la tête du mouvement public « Pour le droit des citoyens à la sécurité environnementale », puis à partir de 2010 il a lancé le journal « Ecosécurité ». À travers son propre exemple, il voulait montrer qu'il existe vraiment des méthodes efficaces et légitimes de lutte pour un environnement sain.

84

Pour sa contribution inestimable au développement du mouvement écologiste en Ukraine, Goncharenko a reçu à titre posthume l'ordre de l'Académie Internationale des

⁸¹ <http://www.greenpeace.org/russia/ru/news/blogs/green-planet/blog/41963/>

⁸² <https://dnepr.comments.ua/news/2014/08/15/163838.html>

⁸³ <http://uainfo.org/blognews/22193-v-dnepropetrovske-bandity-ubili-izvestnogo-ekologa-vladimira-goncharenko.html>

⁸⁴ <http://ecopravo.org.ua/2012/08/11/in-memory-of-goncharenko-v-i/>

Sciences de l'Écologie, de la Sécurité de l'Homme et de la Nature « Le créateur de la planète ». ⁸⁵

⁸⁵ <http://ecopravo.org.ua/2012/10/01/eco/>

Le Bélarus: les persécutions des militants publics à cause des manifestations contre la construction d'une centrale nucléaire

La persécution des militants écologistes à cause de leur participation à des activités antinucléaires est une tendance regrettable sur le territoire des pays post-soviétiques. En 2014, plusieurs cas de persécution des membres de l'ONG « l'Ecomaison » et de l'écologiste russe Andrey Ozharovsky, luttant contre la construction d'une centrale nucléaire au Bélarus, ont été l'objet d'appels de la part des représentants du public au Comité de l'application de la Convention d'Aarhus.⁸⁶ L'organisation publique « l'Ecomaison » est engagée dans une activité antinucléaire plaidant en faveur d'une prise de décision basée sur la participation publique dans ce domaine. En 2006, cette organisation a initié la création de la campagne antinucléaire du Bélarus, dont la coordinatrice est Tatiyana Novikova. L'un des membres actifs de cette campagne est Andrey Ozharovsky, un écologiste russe, participant actif de l'Union Socio-Ecologique, publicitaire, et auteur permanent du site Bellona.ru.

En janvier 2008, le Conseil de sécurité de la République du Bélarus a validé la construction de la centrale nucléaire.⁸⁷ Le 9 octobre 2009, une audience publique sur l'évaluation de l'impact de la centrale nucléaire sur l'environnement a eu lieu à Ostrovets. D'après les participants, cette audience ressemblait plutôt à une campagne de propagande en faveur de la construction de la centrale nucléaire qu'à une discussion publique sur les risques environnementaux et les autres risques liés à la réalisation du projet. Lors de cette audience, **Le** militant écologiste Andrey Ozharovsky a été arrêté pendant 7 jours, on lui a retiré 94 publications intitulées « Les commentaires critiques à l'égard du rapport préliminaire de l'évaluation de l'impact sur l'environnement de la centrale nucléaire du Bélarus ». D'après ces données, les autorités entravaient la divulgation des informations sur les dommages issus de la construction de la centrale nucléaire et, d'après la décision du tribunal, la raison de l'arrestation d'Ozharovsky était sa tentative d'apporter le paquet de brochures dans la salle d'audience.⁸⁸ Cependant, la

⁸⁶ <http://www.unece.org/environmental-policy/conventions/public-participation/aarhus-convention/tfwg/envppcc/envppcccom/acccc2014102-belarus.html>

⁸⁷ http://atom.belta.by/ru/dosie_ru/view/stroitelstvo-beloruskoj-aes-xronologija-sobytij-41/

⁸⁸ http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/compliance/C2014-102/Communication/Annex_8.pdf

diffusion anonyme des brochures en faveur de la construction de la centrale nucléaire n'a pas été considérée comme un acte de vandalisme.

Les persécutions des militants écologistes, dont des participants de l'organisation publique « l'Ecomaison » et Andrey Ozharovsky, ne se sont pas arrêtées pour autant. Le 18 juillet 2012, le Premier Ministre de la République de Russie Dimitri Medvedev était à Minsk afin de signer le contrat pour la construction de la centrale nucléaire d'Ostrovets. Tatiana Novikova, Andrey Ozharovsky, le président de l'association publique « Ecomaison », Irina Shuhiy, et le défenseur des droits de l'homme, Mikhaïl Matskevich, planifiaient de remettre leur appel contre la construction de la centrale nucléaire au Consulat de Russie. Cependant, sur la route vers le consulat, tous les quatre ont été arrêtés sur l'accusation de petit vandalisme. D'après les autorités, tous les militants ont été arrêtés sous prétexte qu'ils utilisaient un vocabulaire vulgaire dans un lieu public. Andrey Ozharovsky a fait l'objet d'une arrestation administrative pour 10 jours, Tatiyana Novikova – pour 5 jours, Mikhaïl Matskevish – pour 3 jours, Irina Suhij – a reçu une amende de 1 500 000 roubles. Par ailleurs, d'après la décision du tribunal du 28 juillet 2012, Ozharovsky a été interdit d'entrée sur le territoire du Bélarus pour une durée de 10 ans. Lors de la détention, toutes les affaires personnelles des militants, y compris des médicaments vitaux pour Tatiyana Novikova, ont été retirées. Toutes les demandes de Tatiyana Novikova, souffrant d'une maladie oncologique, d'appeler les urgences ont été complètement ignorées, le médicament nécessaire ne lui a été donné qu'au troisième jour de sa détention.⁸⁹ Selon Andrey Ozharovsky, il n'a pas eu le droit à un avocat, ni le droit de contacter le Consulat de Russie. Par ailleurs, il n'a pu étudier le protocole de sa détention que dans la salle du tribunal.

Le 26 avril 2013, lors de la campagne environnementale « la voie de Tchernobyl 2013 », les militants écologistes Irina Suhij, Olga Konovalova, Vassili Seminihin et Konstantin Kirillenko ont été arrêtés une heure avant le début de la campagne et ont été libérés juste après sa fin. La détention a été effectuée sous prétexte de la vérification des papiers mais, en réalité, les autorités entravaient la participation des militants à la réunion contre la construction de la centrale nucléaire d'Ostrovets. L'autre participante à l'organisation

⁸⁹ Voir le site de l' CEE-ONU <http://www.unece.org/environmental-policy/conventions/public-participation/aarhus-convention/tfwg/envppcc/envppcccom/acccc2014102-belarus.html>

« l'Ecomaison », Tatiyana Novikova, s'est trouvée bloquée dans l'appartement d'Irina Suhiy, étant l'endroit des rencontres des adversaires du projet de construction de la centrale nucléaire d'Ostrovets. Après la détention d'Irina Suhiy, des fonctionnaires de police ont continué de patrouiller autour de son appartement jusqu'à la fin de la campagne environnementale. ⁹⁰

Au Bélarus, dans un pays qui souffre lui-même des conséquences catastrophiques de l'accident sur la centrale nucléaire de Tchernobyl, les écologistes et l'opinion publique ne peuvent pas rester indifférents aux risques et aux conséquences potentielles du développement de l'énergie nucléaire. Un quart de la population de la république a souffert suite à la catastrophe de Tchernobyl. ⁹¹ Les plans de construction des nouvelles centrales nucléaires sur le territoire des pays post-soviétiques ne sont pas souvent liés aux réels besoins en énergie électrique mais ils sont devenus les symboles du renforcement d'anciens liens politiques et économiques. Toute expression de désaccord et d'inquiétudes par le public à l'égard des risques environnementaux liés à la réalisation des projets sont considérés comme des actes d'expression d'hostilité par rapport aux gouvernements et aux entreprises les défendant. Par conséquent, tous ceux qui les expriment sont intentionnellement poursuivis. En général, la thématique anti-nucléaire est devenue une zone exemplaire des risques contemporaines au militantisme écologiste et s'exprimer à ce sujet c'est se mettre en conflit avec les autorités.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/compliance/C2014-102/Correspondence_with_communicant/frCommC102_openingstatement_CC50_07.10.2015_rus.pdf

La Géorgie : les tentatives de discréditer les ONG écologiques fortes et indépendantes

L'ONG « L'Alternative verte » a été créée en 2000 dans le but de protéger l'environnement et la diversité biologique et culturelle de la Géorgie par le biais de la promotion des alternatives économiquement efficaces et socialement acceptables, des principes de la justice écologique et sociale, de l'amélioration de l'accès à l'information et de la participation du public dans le processus de prise de décisions. Les priorités thématiques de l'activité de cette ONG comprennent le travail sur les aspects écologiques et sociaux de l'énergie, sur l'industrie extractive, sur le développement du transport mais également sur la protection de la biodiversité, sur l'atténuation du changement climatique et sur l'adaptation aux conséquences de celui-ci, sur la gestion des déchets et des ressources en eau. L'un des piliers d'action les plus importants de cette organisation est la participation dans les processus de prises de décisions sur les projets de lois, sur les plans de développement et sur les grands projets d'infrastructure.⁹²

En mai 2012, le Parlement de la Géorgie a adopté une loi en conformité avec laquelle les contrevenants sont exonérés des responsabilités en échange de versements au profit de l'État pour les infractions commises dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'utilisation des ressources naturelles.⁹³ Cette approche va à l'encontre du principe « le contrevenant paie » et de l'obligation des états d'appliquer correctement la législation sur l'environnement. Selon l'opinion des ONG géorgiennes, le schéma proposé a été appliqué à l'égard des plus grands pollueurs du pays, et cette loi a évidemment provoqué des critiques de la part de « L'Alternative Verte » et d'autres organisations environnementales. En réponse à celles-ci, le Ministre de l'Environnement géorgien les a accusés d'avoir une « attitude hypocrite » par rapport à l'environnement, les a traités de « groupes marginaux » et a déclaré que le but de ces organisations était de « simuler une catastrophe et d'en faire un scandale ». De telles énonciations de la part d'un fonctionnaire de haut niveau étaient fondamentalement destinées à discréditer les ONG ayant exprimé leur désaccord avec les décisions du Gouvernement et du Parlement. En même temps, suite à la décision No2/1/524 du 10 avril 2013, la Cour constitutionnelle

⁹² Voir le site de l'ONG « L'Alternative Verte », <http://greenalt.org/about-us/>

⁹³ Implementation of Aarhus Convention in Georgia. Alternative report, Green Alternative, April 2014, p. 6

de Géorgie a reconnu comme non constitutionnelle la norme proposée sur l'exonération de la responsabilité des pollueurs, sur la base de sa non-conformité aux paragraphes 3 et 5 de l'article 37 de la Constitution, ce qui témoigne de la pertinence des opinions des ONG.⁹⁴

En 2013, l'ONG « L'Alternative Verte » s'est élevée contre le projet de construction de la centrale hydroélectrique de Khudoni de 702 MW. Les inquiétudes écologiques et sociales exprimées par l'organisation par rapport à ce projet concernaient notamment :

- L'extermination d'un certain nombre de plantes rares ou en voie de disparition et l'évaluation insuffisante des conséquences sur la biodiversité
- L'inondation de deux localités avec 2000 personnes à déplacer
- L'inondation de 150 à 350 hectares de forêt.⁹⁵

Dans ce cas, un certain nombre de fonctionnaires de haut niveau ont participé à la campagne ouverte destinée à discréditer les ONG et les citoyens s'élevant contre la construction de la centrale hydroélectrique de Khudoni. En particulier, le 19 septembre 2013, le vice-Ministre de l'énergie de Géorgie a déclaré dans un média : « L'Alternative Verte appartient à l'aile radicale des ONG ».⁹⁶ Le 15 octobre 2013, 54 ONG ont appelé à arrêter la pratique du discrédit des organisations environnementales.⁹⁷ Cependant, elles ont échoué. Le 11 septembre 2013, le Ministre de l'Énergie géorgien, exerçant parallèlement les fonctions de Vice-Premier-Ministre, a proclamé aux journalistes : « L'Alternative Verte vient de l'aile radicale qui empêche le développement économique du pays. Ils reçoivent de l'argent pour être sûrs que rien n'est fait dans le pays. Maintenant vous pouvez faire vos propres conclusions concernant les motifs de leurs actions ».⁹⁸ Les tentatives de discréditer l'ONG « L'Alternative Verte » se poursuivent toujours en ce moment. Le 15 mai 2017, lors du briefing des médias, le Ministre de l'Énergie et le Vice-Premier-Ministre les ont qualifiés de « forces destructrices » et ont insinué que cette

⁹⁴ *Ibid*

⁹⁵ <http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/238590/>

⁹⁶ Implementation of Aarhus Convention in Georgia. Alternative report, Green Alternative, April 2014, p. 7

⁹⁷ Report on the fact finding mission to upper Svaneti, Georgia "Environmental & social impacts of the Khudoni hydropower project", CEE Bankwatch Network, March 2014, http://greenalt.org/wp-content/uploads/2013/10/NGO_statement_on_Khudoni_HPP_project_15_October-2013_GEO_1.pdf

⁹⁸ Implementation of Aarhus Convention in Georgia. Alternative report, Green Alternative, April 2014, p 7

organisation avait des rapports avec des états étrangers en faisant référence aux « ennemis internes et externes ».⁹⁹

Le droit international de l'environnement contemporain est basé sur le principe d'accès à l'information écologique et de participation du public dans le processus de prise de décisions, tandis que l'adhésion à ces principes est déclarée par tous les pays de la région de la Commission Économique pour l'Europe des Nations unies. L'intégrité et l'indépendance des ONG environnementales sont nécessaires pour assurer la réalisation de ces principes du droit international et pour atteindre un développement durable et l'équilibre des intérêts sociaux et économiques des générations actuelles et futures. En revanche, en ce qui concerne la réelle prise de décisions sur les questions environnementales principales, les autorités publiques accusent généralement les ONG à cause de leurs propres fautes et de l'inefficacité de leurs actions sur la participation du public en revendiquant leur radicalisme et en impliquant ou même en affirmant qu'elles sont des « agents d'influence » de leurs pays.

Y a-t-il un sens à l'évaluation environnementale et à la participation du public, si les autorités n'attendent que des avis positifs et un soutien absolu du public et discréditent tous les adversaires solides des projets proposés ?

⁹⁹ <https://www.youtube.com/watch?v=QikI9EyZkW4>

Azerbaïdjan : les militants de l'ITIE sous pression

L'initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est une coalition de gouvernements, d'entreprises et d'organisations internationales de la société civile qui a été créée en 2002. Les objectifs de l'ITIE sont la collecte et la publication des données sur les revenus tirés des domaines gazières, pétroliers et miniers par les états et l'amélioration de sa gestion dans les intérêts de la société. C'est pour cette raison que la participation de la société civile est l'une des pierres angulaires de l'ITIE.¹⁰⁰

En 2003, l'Azerbaïdjan a rejoint l'ITIE. Par conséquent, une coalition d'organisations publiques s'est fondée dans le pays. Elle a vivement participé aux discussions sur les questions d'acquisition et de répartition des revenus de l'État issus de l'extraction du pétrole et du gaz. Cependant, en 2003, les dirigeants de l'Azerbaïdjan - où la situation des droits de l'homme laissait vraiment à désirer - ont entamé une lutte contre les opposants et les groupes indépendants. Durant l'été 2014, il y a eu une vague d'arrestations d'acteurs politiques d'opposition, de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme sur la base de fausses accusations de vandalisme, d'évasion fiscale, de possession illicite de narcotiques et même de haute trahison.¹⁰¹

Parmi les cibles du gouvernement, nous retrouvons également des groupes indépendants travaillant sur les questions de transparence des revenus en Azerbaïdjan, qui se sont heurtés au blocage du financement de leur activité. Le gouvernement a gelé les comptes bancaires de plusieurs ONG et ne leur a pas permis d'obtenir les subventions des organisations donatrices étrangères, en ayant recours aux restrictions législatives précédemment adoptées. Certains militants ont été interdits de quitter le territoire. Au moins la moitié des groupes militants de l'ITIE ont suspendu leurs activités, d'autres ont été l'objet de diffamation et de persécutions.

Parmi les militants qui ont souffert des sanctions des autorités, il y a le directeur du Centre de Recherches Économiques, titulaire d'un doctorat en sciences économiques, membre de la direction internationale et coordinateur national de l'ITIE en Azerbaïdjan,

¹⁰⁰ <https://eiti.org/>

¹⁰¹ <https://www.radioazadlyg.org/a/26532292.html>

Gubad Ibadoglu¹⁰². À la fin du mois d'août 2014, les comptes de l'ITIE et de Gubad Ibadoglu ont été gelés et il a été interrogé par le parquet général en tant que témoin dans l'affaire à l'égard d'un certain nombre d'ONG locales et internationales¹⁰³. Ibadoglu a déclaré que lorsque les autorités ont considéré les ONG qui coopéraient avec des donateurs étrangers comme des ennemis, c'était un des moyens pour faire pression sur la société civile du pays. En même temps, il a noté que toutes les subventions du Centre de Recherches Économiques ont été enregistrées au Ministère de la justice et qu'il payait lui-même scrupuleusement les impôts et fournissait la comptabilité.¹⁰⁴

En mai 2015, la pression sur Gubad et sur son organisation s'est aggravée quand les fonctionnaires du parquet ont effectué une perquisition dans son bureau du Centre de Recherches Économiques et ont retiré les ordinateurs et les documents financiers et comptables du Centre, de la Coalition de l'ITIE et du Groupe budgétaire national. À ce moment-là, Gubad était déjà à l'extérieur du pays et a commenté les événements comme une nouvelle étape de pression sur les militants indépendants, liée à sa participation à la Direction internationale de l'ITIE. En avril 2015, le statut de l'Azerbaïdjan au sein de l'ITIE a été abaissé de « membre permanent » à « pays-candidat » à cause des problèmes avec la société civile. Deux jours après cette prise de décision, l'autorisation de la perquisition a été accordée au Centre de Recherches Économiques.¹⁰⁵ En juillet 2015, sans aucune vérification fiscale et aucune preuve d'infraction à la loi, le parquet a imposé au Centre une amende de 135 000 manats (environ 118 000 euros). Cela a abouti à la suspension de l'activité du Centre de Recherches Économiques.

En octobre 2016, la question de l'adhésion de l'Azerbaïdjan a largement été discutée à la réunion de la Direction de l'ITIE. Les autorités du pays ont donné 6 mois pour la réalisation du programme de respect des standards de l'ITIE concernant la société civile.¹⁰⁶ Malheureusement, le gouvernement d'Azerbaïdjan n'a pas pris de mesures considérables afin de résoudre les problèmes et s'est limité à des mesures superficielles. Le système d'autorisation de l'enregistrement des subventions et des donateurs est

¹⁰² *Ibid*

¹⁰³ <http://eiti.geology.gov.kz/kz/about-us/publikatsii-v-smi/136-genprokuratura-azerbajdzhana-provela-obysk-v-tsentre-ekonomicheskikh-issledovanij>

¹⁰⁴ <https://www.radioazadlyg.org/a/26560644.html>

¹⁰⁵ <https://www.radioazadlyg.org/a/27015246.html>

¹⁰⁶ <https://www.radioazadlyg.org/a/28090006.html>

toujours conservé. Parmi les membres de la Coalition de l'ITIE, 30 ONG ne sont toujours pas enregistrées. Il est devenu pratiquement impossible pour la coalition et pour ses membres indépendants de recevoir une aide financière de la part de donateurs internationaux. La coalition n'a ni budget, ni bureau, ni équipement, ni possibilité d'organiser des événements. Les affaires pénales sont engagées contre certains membres de la coalition, ces derniers ne peuvent pas obtenir de passeports et ils sont interdits de quitter le territoire, - a commenté Ibadoglu.¹⁰⁷

En mars 2017, la Direction de l'ITIE a suspendu l'adhésion de l'Azerbaïdjan parce que les autorités du pays n'étaient pas capables de protéger la société civile, ce qui est considéré comme une infraction à une des obligations exigées par l'ITIE sur l'importance de l'implication des parties concernées. Après cette décision, le gouvernement d'Azerbaïdjan a proclamé sa sortie de l'ITIE alors que cette décision allait avoir une influence négative sur l'image du pays pour les investisseurs.

¹⁰⁷ <http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/297080/>

L'Arménie : la lutte pour l'eau

Depuis 2014, les habitants du village Garni, situé dans la région de Kotayk, dans la République d'Arménie, luttent contre la construction d'un système d'irrigation par gravité. En effet, la réalisation du projet effectué par le Comité National de la Gestion de l'Eau en Arménie, avec l'aide de la Banque mondiale, peut exercer une mauvaise influence sur l'écosystème de la rivière Azat et la population locale.¹⁰⁸

Le projet de Kaghtsrashen est destiné à l'irrigation de 387 hectares de terrain dans le village de la région d'Aral sur le budget de la région de Kotay, et puise les ressources en eau des rivières Azat et du réservoir d'eau Azat. Il est planifié d'exercer un prélèvement d'eau durant la période d'irrigation, d'avril à octobre, en laissant une quantité minimale d'eau dans la rivière. La collectivité de Garni compte environ 8 000 habitants souffrant du manque d'eau potable et d'eau d'irrigation et 1 000 hectares de terrain y restent sans eau. Le projet exercera une mauvaise influence sur la faune et la flore des gorges Azat et Garni, sur la réserve d'État de forêt de Khosrov, et les habitants risquent de rester sans ressource de revenu touristique car la gorge Garni est l'un des endroits touristiques les plus populaires en Arménie.¹⁰⁹

Dès le début, les habitants ont plusieurs fois exprimé leur désaccord par rapport au système d'irrigation par gravité de Kaghtsrashen, estimant que le projet était antinaturel et allait à l'encontre des intérêts du village de Garni. Même si l'évaluation officielle de l'impact sur l'environnement et l'expertise environnementale du projet ont été réalisées, les gens étaient irrités par le fait que leur opinion argumentée ait été ignorée¹¹⁰. L'impact social et écologique du projet n'a pas été correctement pris en compte. En décembre 2014, 200 habitants ont exprimé leur opposition par rapport au projet lors de l'audience publique et ont envoyé leur avis au Ministère de la Protection de la Nature arménien.¹¹¹ Au printemps 2015, une lettre ouverte soutenue par 200 habitants de Garni a été envoyée au Président du pays, Serge Sargsian.¹¹² Les inquiétudes des gens ont été signalées au

¹⁰⁸ <http://ecolur.org/ru/news/sos/garni-residents-addressed-open-letter-to-armenian-president-serzh-sargsyan/7132/>

¹⁰⁹ *ibid*

¹¹⁰ <http://www.ecolur.org/ru/news/sos/garni-residents-complaint-on-qaghtsrashen-project-discussed-in-washington/8281/>

¹¹¹ <http://www.ecolur.org/ru/news/sos/200-garni-villagers-beating-alarm-signal-on-danger-threatening-to-khosrov-reserve-symphony-of-stones-garni-gorge-and-garni-village/6914/>

¹¹² <http://ecolur.org/ru/news/sos/garni-residents-addressed-open-letter-to-armenian-president-serzh-sargsyan/7132/>

bureau de la Banque Mondiale dans le pays, dont les représentants ont estimé qu'il n'y avait aucun problème avec le projet.¹¹³ Les autorités ont continué d'ignorer les opinions des gens et de leur imposer la nécessité de la réalisation du projet.¹¹⁴ D'après les citoyens, la raison présumée était que l'eau de la rivière était nécessaire pour l'irrigation des terrains du Premier Ministre arménien, Hovik Abrahamyan.¹¹⁵ Une situation similaire s'est passée à Goght, le village voisin, où le même projet d'irrigation par gravité du réservoir d'eau de Gegardalich a été proposé. D'après les habitants de Goght, les audiences publiques n'ont pas été organisées, tout a été décidé derrière les portes fermées de l'administration du village. Les habitants ont également affirmé que l'eau des réservoirs serait destinée à l'irrigation des jardins de certains oligarques.¹¹⁶

L'opposition s'est accentuée au printemps 2016 quand les habitants du village ont commencé à organiser des manifestations et ont plusieurs fois bloqué la route Garni-Erevan après l'apparition du matériel de construction dans la gorge d'Azat. En retour, des inconnus ont commencé à appeler les manifestants et à les menacer eux-mêmes et leurs proches.¹¹⁷ Après des menaces par téléphone, trois hommes sont venus chez l'une des militants, la propriétaire de la pharmacie locale, Arusyak Ayvazyan. Sous prétexte d'achat de médicaments, ils ont essayé de la menacer en disant qu'un contrôle fiscal lui serait envoyé et que son fils serait envoyé sur le front du Karabagh. Elle a reconnu les deux visiteurs. Ils étaient arrivés à Garni avec le président du Comité National de la Gestion de l'Eau de la République d'Arménie, Aram Arutyunyan, avec le gouverneur Karapet Guloyan et d'autres fonctionnaires.¹¹⁸ Un autre militant pour la rivière Azat, Saak Saakyan, a été menacé d'être écrasé par une voiture et d'être jeté dans la rivière s'il ne se faisait pas plus discret. La menace venait de l'une des personnes qui était venue chez Mme Ayvazyan. Saakyan a reconnu l'un d'entre eux.¹¹⁹

¹¹³ <http://www.ecolur.org/ru/news/water/world-bank-not-aware-of-garni-residents-concerns/7408/>

¹¹⁴ <http://www.ecolur.org/ru/news/sos/attempt-was-made-to-prevent-garni-residents-participation-in-public-discussions-with-persuasions-and-threats/7762/>

¹¹⁵ <http://ecolur.org/ru/news/water/qaghtsrashen-gravity-irrigation-project-divided-garni-community-into-two-fronts-garni-community-residents-vs-garni-community-head/8267/> ;

<http://epress.am/ru/2016/05/16/%D1%83%D1%87%D0%B0%D1%81%D1%82%D0%BD%D0%B8%D1%86%D0%B5-%D0%BF%D1%80%D0%BE%D1%82%D0%B5%D1%81%D1%82%D0%BE%D0%B2-%D0%B2-%D0%B0%D1%80%D0%BC%D1%8F%D0%BD%D1%81%D0%BA%D0%BE%D0%BC-%D1%81%D0%B5%D0%BB%D0%B5.html>

¹¹⁶ <http://ecolur.org/ru/news/sos/quotlets-save-goght-and-garni-from-desertificationquot-protest-action-continues-photos/8310/>

¹¹⁷ <http://ecolur.org/ru/news/sos/sos-the-residents-of-garni-village-threatened/8199/>

¹¹⁸ <http://hetq.am/rus/news/67977/novije-ugroziv-v-adres-aktivistki-borbiy-za-reku-azat-arusyak-ayvazyan.html>

¹¹⁹ <http://ru.aravot.am/2016/05/23/210727/>

Juste après les manifestations et les plaintes envoyées au bureau de la Banque Mondiale et signée par 520 habitants de Garni, le projet a été suspendu et l'équipement de construction a été sorti de la gorge¹²⁰. Puis, « une version corrigée », comme le notent les fonctionnaires du service d'eau, une version de compromis, a été adoptée. Pourtant, les habitants ne sont pas d'accord avec les modifications du projet de Kaghstrashen parce que celles-ci ne résolvent pas les problèmes du prélèvement du réservoir d'eau Azat et supposent l'utilisation de pompes alors que l'un des objectifs du projet était l'économie d'énergie électrique¹²¹. La lutte pour la rivière Azat se poursuit.

¹²⁰ <http://ecolur.org/ru/news/electionspoliticsecology/garni-residents-continue-fight-for-sake-of-changes-this-time-in-local-government-elections/8550/> ; <http://ecolur.org/ru/news/sos/garni-residents-complaint-on-qaghtsrashen-project-discussed-in-washington/8281/>

¹²¹ <http://ecolur.org/ru/news/water/garni-residents-claiming-amended-version-of-qaghtsrashen-gravity-irrigation-system-not-solving-problems-and-proposing-alternative-versions-sos-garni-initiative-group/9100/> ; <http://www.ecolur.org/ru/news/water/garni-proposing-alternative-qaghtsrashen-project-have-been-left-as-it-was/9159/>

Le Kazakhstan : la sanction pénale pour les protestations publiques contre les modifications de la législation et la diffusion de l'information sur les réseaux sociaux

N'ayant pas d'accès aux moyens de protection juridique, les défenseurs des droits environnementaux sont obligés d'avoir recours aux manifestations, qui demeurent au Kazakhstan très rares. Contrairement à d'autres régions du Kazakhstan, les militants de l'Ouest du pays font souvent des demandes aux institutions exécutives locales pour organiser des manifestations, des grèves et des actions mais reçoivent constamment des refus sous des prétextes habituellement très bizarres comme, par exemple, la coïncidence avec le jour de Saint Valentin.¹²² Par conséquent, certains militants de cette région vont exprimer leur désaccord sur certaines questions dans la rue, et ce même sans autorisation particulière, en devenant de facto des délinquants formels.

L'un des militants les plus connus de l'oblys du Kazakhstan occidental est Maks Bokaev, qui parallèlement à d'autres types d'activités publiques, comme le recours aux tribunaux sur les affaires environnementales, participe activement aux manifestations, réunions et grèves. En avril 2010 il lui a été infligée une amende pour l'organisation d'une action individuelle avec pour slogan « Pour un Atyrau propre ».¹²³ En novembre de la même année, il a fait une demande à l'institution exécutive locale pour organiser une manifestation contre la construction d'une usine de production des hydrocarbures aromatiques polycycliques au sein de la raffinerie et de la base navale, et ce en réaction aux déversements d'hydrocarbures sur le territoire de la réserve naturelle « Akzhaiyk ». Là aussi sa demande a été refusée. Par ailleurs, il effectuait parallèlement la planification stratégique du procès de l'ONG « Zaman » contre la construction de la base, en réaction aux déversements d'hydrocarbures sur le territoire des zones spécialement protégés. Ce procès a été refusé par la Cours malgré le fait que la sécurité écologique est reconnue par la législation de la République du Kazakhstan comme l'un des éléments de la sécurité nationale.

¹²² <http://ақжайық.қаз/ru/news/view/5411>

¹²³ *Ibid*

En avril-mai 2016 les protestations massives de la nation ont déclenché des amendements législatifs à la législation foncière, adoptée à la fin de l'année 2015, qui prévoient l'allongement du bail des territoires agricoles jusqu'aux 25 ans pour les citoyens des pays étrangers et des sociétés étrangères. Conjointement avec l'information non officielle sur les plans du gouvernement concernant le transfert des grandes quantités des territoires aux agriculteurs de la Chine, cela a suscité des préoccupations de la société concernant les conséquences politiques, sociales et écologiques potentielles de telles décisions.¹²⁴ L'opinion exprimée par le militant Maks Bokaev concernait : les plans mal conçus du gouvernement du Kazakhstan de cession de bail des terrains agricoles aux citoyens étrangers et aux personnes morales pour la durée de 25 ans; de vente massive des terrains aux enchères ; et des préoccupations sur la situation politique, publique et économique du pays. Les risques exprimés selon lui comprenaient la fermeture et la non transparence des contrats d'investissements, le faible cadre législatif, les menaces pour la sécurité alimentaire et pour l'utilisation des ressources d'eau, la détérioration et la contamination des terrains. Son opinion est basée sur la publication de l'Organisation des Nations Unies « Foreign land purchases for agriculture: what impact on sustainable development? ». ¹²⁵ Il est impératif de noter que tous les événements consécutifs ont montré que les préoccupations exprimées publiquement par le militant se sont révélés justes. En mai 2016 l'inspection de l'une des entreprises chinoises louant un terrain au Kazakhstan, a révélé plusieurs cas de violation des législations foncière et forestière, mais également de faits d'importation illégale et d'utilisation des pesticides non libellés et ce en volume de 19 400 litres. Cette infraction a été organisée sur base de la lettre du fonctionnaire du Département de protection des consommateurs. Ainsi, au 16 février 2017, aucune procédure juridique concernant l'importation illégale des pesticides n'a été engagée ni contre l'entreprise, ni contre le fonctionnaire.¹²⁶ En ce qui concerne la fermeture et la non transparence de l'information sur les investissements étrangers en général, en septembre 2016 le vice-ministre des investissements et du développement Khairov a déclaré que l'information sur les investissements de la Chine au Kazakhstan

¹²⁴ www.bbc.com/news/world-asia-36163103

¹²⁵ Mann H, Smaller C. Foreign land purchases for agriculture: What impact on sustainable development? New York: The United Nations; 2010 p. 8. Report No.: 8.

¹²⁶ Ответ депутата Парламента Экофоруму НПО Казахстана от 16 февраля 2017 года

pour le montant de 26 milliards de dollars et sur le registre de 51 entreprises potentiellement communes est confidentielle.¹²⁷

Par ailleurs, pendant la période du 26 avril au 21 mai 2016 des dizaines et, dans certains cas, des centaines des gens sont sortis dans la rue pour exprimer leurs désaccords avec le gouvernement, malgré tous les refus des institutions locales par rapport à l'organisation des manifestations. Pour faire face à de tels mécontentements, le 6 mai 2016 le Président du Kazakhstan a appliqué un moratoire sur les amendements correspondants à la législation foncière.¹²⁸

Par contre, à titre des mesures « exemplaires » de punition, les initiateurs de la première manifestation, organisée le 24 avril 2016 à Atyrau, Maks Bokaev et Talgat Ayanov ont été condamnés à la responsabilité pénale. Suite à la décision du Court, ils ont été arrêtés le 18 mai 2016, à 3 jours de la manifestation nationale, le 21 mai 2016. Cela fut fait au mépris de la promesse publiquement faite par le dirigeant de l'oblys que personne ne sera poursuivi pour cause de la participation dans la manifestation « illégale ».¹²⁹

Suite à la décision du tribunal № 2 de la ville d'Atyrau à partir du 28 novembre 2016 Maks Bokaev et Talgat Ayanov ont été emprisonnés pour une durée de 5 ans et privés du droit de prendre part à l'activité publique pour une durée de 3 ans. Dans un même temps, aucune preuve que les manifestations massives contre les amendements à la législation foncière ont abouti aux certaines violations de l'ordre public et que l'autorisation du pouvoir local pour leur organisation n'a pas été établi. L'examen du texte du jugement du tribunal permet de faire la conclusion que dans le cas de Maks Bokaev ses actions, liées au respect des droits civils, ont servi de base pour l'engager sa responsabilité pénale. Ces actions comprenaient la publication sur Facebook de la copie de la demande pour l'organisation de la manifestation, avant que celle-ci ait été refusé, du texte de la résolution avec appel d'annuler les amendements à la législation foncière et d'introduire des interdictions contre la cession de bail des terrains aux étrangers et contre la vente massive aux enchères; l'expression de l'opinion concernant la participation dans les

¹²⁷ <https://informburo.kz/novosti/perechen-novyh-kazahstansko-kitayskih-predprivatnyh-raskryvayut-chinovniki-rk.html>.

¹²⁸ <http://adilet.zan.kz/rus/docs/U1600000248#z0>

¹²⁹ Ситуация с безопасностью правозащитников, активистов в Республике Казахстан (Обзор с октября 2015 г. по июль 2016 г.). ОО «Кадыр-Касиет», г. Астана, 2016 г., сс. 53-55

manifestations, dans les rencontres et dans les discussions du mécontentement par rapport à la réforme agricole avec des militants d'autres villes et aussi la non-participation dans la commission alimentaire de la réforme agricole. Ils ont été classifiés comme les infractions pénales liées aux :

- Actes commis intentionnellement dans un but d'incitation aux agitations sociales et nationales ;
- Diffusion de l'information manifestement fautive induisant la menace de violation de l'ordre public ;
- Organisation, réalisation et participation dans les manifestations illégales portant atteinte aux intérêts de l'Etat et de la société protégés par la loi.

En plus, pour l'exécution de leurs peines Maks Bokaev et Talgat Ayanov ont été envoyés à l'oblys du Kazakhstan septentrional, les situant loin de leur lieu de résidence, malgré les dispositions du Comité pénal sur la nécessité de détention près du lieu de résidence, et du support des relations socialement importantes¹³⁰ et aussi, dans le cas de Maks Bokaev, malgré sa maladie très grave (l'hépatite C).¹³¹ En juin 2017 Maks Bokaev a contesté la décision du Comité du système pénitentiaire et a déclaré la mise en grève de faim de 16 jours. Par contre, le tribunal n'a pas autorisé sa contestation sous prétexte d'un certain document « secret », examiné sans participation des représentants du condamné et l'ont laissé purger sa peine à la distance d'environ 2000 kilomètres de son lieu de résidence. Cette décision complique considérablement les possibilités des visites de ces proches, surtout de sa mère âgée de 75 ans.¹³²

L'expression du désaccord sur un certain nombre de questions par le biais de participation dans les réunions, les manifestations et les démonstrations est définie ouvertement à titre du droit écologique des personnes physiques dans le paragraphe 1 de l'article 13 du Code de l'environnement.¹³³ Par ailleurs, ce droit étant constitutionnel, il est corroboré dans l'article 32 de la Constitution de la République du Kazakhstan.¹³⁴ En pratique l'expression publique du désaccord est stigmatisée par les pouvoirs du

¹³⁰ <https://defendlawyers.wordpress.com/2017/02/14/kazakhstan-ongoing-arbitrary-detention-of-max-bokayev-and-talgat-ayanov/>

¹³¹ <https://www.nhc.nl/human-rights-defender-bokayev-activist-ayanov-sentenced-five-years-prison/>

¹³² <https://rus.azattyq.org/a/bokaev-golodovka-v-tyurme/28572770.html>

¹³³ <http://adilet.zan.kz/rus/docs/K070000212>

¹³⁴ *Ibid.* <http://adilet.zan.kz/rus/docs/K950001000>

Kazakhstan et par les médias comme une forme répréhensible et extrémiste de réalisation de ses droits. L'ensemble des mesures répressives (licenciements, intimidations publiques, des chantages et des poursuites des militants eux-mêmes ainsi que de leurs proches) avait déjà été utilisé lors des persécutions des militants écologistes au Kazakhstan. Par contre, ce cas particulier met en lumière la tendance inquiétante d'utilisation des mesures de persécution du militantisme écologiste encore plus extrême, liées à la privation de la liberté pour une durée plus longue.

Le Kirghizstan et le Kazakhstan : la limitation intentionnelle des possibilités d'activité des ONG et risques liés à l'activité environnementale

L'adoption de la loi dite sur les agents étrangers¹³⁵ en 2012 a abouti à la naissance d'une vague de « chasse aux sorcières » à l'égard des ONG sur le territoire des pays post-soviétiques. Dans le rapport spécial d'Amnesty International publié en 2016, il est noté que cette loi est utilisée pour saper la confiance et discréditer les organisations et que « suite à son adoption la plupart des organisations efficaces et actives, qui ont considérablement contribué au développement des droits de l'homme, de la société civile et du bien-être des citoyens, ont été forcées à cesser leurs activités ».¹³⁶ L'aspiration à la restriction législative en plus de la campagne de discrédit des ONG à la base d'utilisation de l'étiquette d'« agent étranger » s'étend progressivement aux pays de l'Asie Centrale dont les organisations environnementales sont plus fortes et actives : le Kirghizstan et le Kazakhstan.

Le 6 septembre 2013 deux députés du Kirghizstan ont soumis le projet de loi, analogue à la loi russe sur les agents étrangers, à l'examen du Parlement. Même si le président du Kirghizstan, Almazbek Atambaev¹³⁷, s'est élevé contre l'adoption de ce projet de loi, la discussion de celui-ci s'est poursuivie en 2014-2015. En mai 2016 l'organe législatif de ce pays a quand même rejeté ce projet de loi avec une courte majorité des votes « contre » (65 sur 111 des présents sur la réunion des députés).¹³⁸ Pendant longtemps les ONG de ce pays risquaient d'être législativement stigmatisées en tant que « agents étrangers ». Ce terme est très utilisé dans cette région à l'égard des organisations indépendantes sans tenir compte des subventions et dons reçus par des organisations et citoyens étrangers, ou encore d'organisations internationales.

Le Gouvernement du Kazakhstan n'a pas encore considéré la possibilité d'utiliser le terme d'« agent étranger » ; par contre, durant les deux dernières années les mesures spéciales du contrôle de l'activité des ONG et des sources de leurs financements ont été

¹³⁵ La loi fédérale du 20 juillet 2012 sur l'introduction des modifications dans certains actes législatifs de la République de la Russie dans la régulation de l'activité des organisations commerciales accomplissant les fonctions de l'agent étranger

¹³⁶ *Агенты народа: Четыре года действия закона «Об иностранных агентах» в России: последствия для общества*, Amnesty International, 2016, p.35

¹³⁷ <https://www.hrw.org/ru/news/2013/12/06/252037>.

¹³⁸ <https://rus.ozodi.org/a/27732610.html>

mises en place par le biais de l'application de triple trésorerie (comptes) devant les autorités publiques. Parallèlement à la comptabilité générale pour toutes les personnes morales (fiscale, statistique), suite à la loi du 2 décembre 2015, les amendements législatifs, renforçant les obligations par rapport à la comptabilité spéciale des ONG sur leur activité, leurs membres, leur propriété, leurs sources de financement, l'utilisation de l'argent et prévoyant la responsabilité administrative en cas de non-respect, ont été mis en place.¹³⁹ Des amendements au Code fiscal ont été adoptés le 26 juillet 2016, de part lesquels ont été introduites les exigences complémentaires par rapport à la réception d'argent ou des biens de la part de non-résidents du Kazakhstan et de leur utilisation selon les activités réalisées par les ONG :

- L'assistance judiciaire, y compris l'information concernant la loi, la défense des intérêts des citoyens et des organisations et également la consultation de ceux-ci;
- L'analyse et la réalisation des sondages, des enquêtes sociologiques et également la publication des résultats obtenus;
- Le recueil, l'analyse et la diffusion de l'information.

La loi ne désigne pas directement l'assujettissement par la réglementation des ONG, mais l'obtient quand même par le biais d'utilisation du registre des exceptions pour les autorités publiques, les organisations, les fonctionnaires, et également pour les organisations commerciales.¹⁴⁰ En même temps, certains types de la propriété et les seuils des prix avec lesquels ceux-ci satisfont les exigences de la notification et de la comptabilité ne sont pas définis dans le Code fiscal. D'après l'explication écrite du dirigeant de l'institution fiscale du Kazakhstan, obtenue par un représentant des ONG le 12 octobre 2016, lors de l'utilisation de la propriété des non-résidents dans les buts susmentionnés, il est nécessaire d'informer et de faire rapport sur tous les types de la propriété, y compris les clés USB, les T-shirts et les caquettes.

Le climat d'hostilité et de suspicion à l'égard de l'activité des ONG aboutit aux changements considérables des conditions du fonctionnement de l'activité de protection

¹³⁹ См. Информационно-правовую систему нормативных правовых актов Республики Казахстан «Адилет», <http://adilet.zan.kz/rus/docs/Z1500000429>

¹⁴⁰ *ibid.*, <http://adilet.zan.kz/rus/docs/Z1600000012#39>

de l'environnement du Kazakhstan et du Kirghizstan. La plupart des citoyens préfèrent : agir sous le titre d'militants écologistes ; déclarer ne pas créer et ne pas participer aux activités des ONG afin de ne pas être accusés du travail au profit des états étrangers ; ne pas porter la charge administrative sur la comptabilité et ne pas risquer les amendes pour le non-respect. Par contre, comme montre la pratique, cela ne protège pas des citoyens des accusations dans l'acquisition prétendue des ressources de la part des états et des citoyens étrangers en cas d'opposition aux décisions importantes du Gouvernement concernant les projets et les plans de grande échelle. En mai 2016 l'une des chaînes les plus réputées du Kazakhstan, « Eurasie », diffusait activement l'information destinée à discréditer les participants des réunions contre les amendes à la législation foncière.¹⁴¹

L'autre conséquence de la transition de l'activité de protection de l'environnement au statut des militants écologistes est sa portée limitée. Dans l'absence de base institutionnelle et des moyens pour l'activité, les citoyens du Kazakhstan et du Kirghizstan sont habituellement limités dans les possibilités d'opposition aux autorités à l'égard des aspects environnementaux de l'activité liée, par exemple, à l'abattage des arbres pour l'élargissement des routes, à la construction des endroits pour parking, aux constructions dans les jardins botaniques, ayant le statut des aires naturelles spécialement protégées. En revanche, le sous-développement des plans et des projets d'aménagements urbains, l'absence de l'information et des mécanismes de participation publique dans le processus de prise des décisions et l'absence des documents convenus amènent aux manifestations massives des citoyens. Par conséquent, les militants écologistes, participant dans les manifestations sur les projets d'ampleur relativement faible, sont soumis aux persécutions de la part des autorités.

Lors de préparation de ce rapport, une telle manifestation publique a eu lieu dans la capitale du Kirghizstan, Bichkek.¹⁴² Le 2 juin 2017, lors de l'action pour la défense des arbres, la police a arrêté 10 militants écologistes à Bichkek, le même jour le tribunal les a reconnu coupables avec l'avertissement administratif pour les tentatives de s'opposer à l'abattage d'arbres.¹⁴³ En même temps la participation publique a été interprétée par la

¹⁴¹ <http://www.zakon.kz/4792910-pervyj-kanal-kazakhstana-pokazal.html>

¹⁴² http://zanoza.kg/doc/358188_ekologicheskie_voyny_na_ylice_toktonalieva_nachalas_vyrybka_derevev.html

¹⁴³ http://livingasia.online/2017/06/15/greenpeople_bishkek-2/

municipalité dans les médias comme étant la propagande servant des intérêts des ONG, les forces de l'ordre ont refusé d'intervenir dans la situation de prévention de l'activité illicite d'abattage des plantations, malgré le fait qu'au moment de l'abattage d'arbres les documents d'autorisation n'ont pas été présentés. Cette situation met en lumière une attitude biaisée par rapport à la participation publique du point de vue aussi bien éthique que juridique. Pour les militants écologistes qui ont reçu l'avertissement administratif, la prochaine participation dans de telles manifestations peut aboutir à l'amende et, par la suite, à la sanction pénale. Ce sont donc des risques très graves de participation dans les manifestations auxquelles font face les défenseurs de l'environnement au Kazakhstan et au Kirghizstan.

La persécution des défenseurs de l'environnement aux États-Unis

Le travail des défenseurs de l'environnement est l'un des plus dangereux dans le monde, y compris aux États-Unis où les écologistes font face aux menaces, aux humiliations, aux détentions, aux attaques et à d'autres formes de pression de la part des autorités et du monde des affaires. Ils sont même accusés d'acte terroriste. Les grandes corporations puissantes et la coopération du monde des affaires avec les autorités publiques signifient que malgré une tendance vers la démocratie, la gestion des intérêts de la société et la suprématie de la loi, les défenseurs de l'environnement exercent leur activité avec de grands risques pour leur propre sécurité.

Lors de ces dix dernières années, le mouvement écologiste a organisé des campagnes pacifiques contre l'extraction de l'huile et du gaz de schiste, le développement du sable de schiste et la dépendance continue des États-Unis au pétrole et au gaz. En réponse aux actions des défenseurs de l'environnement, les autorités coopèrent souvent avec le monde des affaires, utilisent des lois développées dans les intérêts de la société dans le but de persécuter et de cesser l'activité des défenseurs de l'environnement respectant la loi aux États-Unis. Leur activité est présentée comme illégale alors qu'elle doit être sous protection de l'amendement 1 de la Constitution et correspond aux standards internationaux des droits de l'homme.

Les manifestations des tribus Sioux du village Standing Rock contre les dommages causés aux ressources naturelles en terre et en eau suite à la construction du pipeline Dakota Access sont devenues le symbole du mouvement écologiste contemporain. Le mouvement Standing Rock est la protestation la plus grande et la plus forte de ces 40 dernières années aux États-Unis.¹⁴⁴ En 2016-2017, des milliers de personnes, dirigées par les défenseurs des ressources en eau, les militants sur les questions liées au climat et les défenseurs des droits des autochtones américains, ont protesté contre la construction du pipeline dans la réserve Standing Rock.¹⁴⁵ Les militants ont bâti un camp pour s'opposer à la construction du pipeline qui menaçait l'approvisionnement en eau du village Standing Rock et de ceux qui se trouvent en aval. Les protestations se sont

¹⁴⁴ <https://www.theatlantic.com/science/archive/2017/06/dakota-access-standing-rock-sioux-victory-court/530427/>

¹⁴⁵ *Ibid*

poursuivies pendant 10 mois et ont abouti à des violences contre les militants. D'après les données des militants, au moins 1 000 protestataires ont souffert d'« intoxication chimique, d'hypothermie, de balles en caoutchouc et de blessures non-mortelles », mais également d'autres blessures qui ont résulté d'actes de violence de policiers armés dont des centaines participaient à l'arrêt de la protestation. Dans l'ensemble, environ 750 personnes ont été arrêtées suite aux affrontements avec la police.¹⁴⁶ Certains détenus ont été mis dans un refuge pour chiens. Certains protestataires ont été mis en accusation (entre 400 et 600 personnes).¹⁴⁷

L'enquête menée par "The Intercept" a montré que l'agence de sécurité privée TigerSwan a appliqué des mesures antiterroristes à caractère militaire contre les participants au mouvement Standing Rock.¹⁴⁸ L'entreprise a coopéré étroitement avec les forces de l'ordre nationales et locales dans au moins 5 États.¹⁴⁹ D'après cette enquête, TigerSwan essayait de s'opposer à l'activité des défenseurs de l'environnement sur l'instruction de l'entreprise PartnersTransfer construisant le pipeline.¹⁵⁰ Dans leurs messages, les employés de TigerSwan appelaient les défenseurs de l'environnement « des rebelles idéologiques avec une forte composante religieuse », comparaient les protestataires paisibles à des djihadistes, les disaient imprévisibles et dangereux et, par conséquent, justifiaient leur propres actions extrêmes.¹⁵¹

La collaboration de l'entreprise de sécurité, embauchée par une entreprise pétrolière et gazière, avec les forces de l'ordre aux États-Unis et l'aspiration au discrédit de l'activité écologique contredisent les principes de la démocratie et violent les bases du respect des droits de l'homme et de l'environnement.

L'activité du mouvement Standing Rock a été très médiatisée dans le monde. En juin 2017, la tribu Sioux du village Standing Rock a gagné au tribunal fédéral. Le juge James O. Boasberg a proclamé que le corps d'ingénieurs de l'armée des États-Unis, se trouvant au stade d'adoption du projet, n'avait pas exercé l'analyse approfondie des conséquences de

¹⁴⁶ <http://www.latimes.com/nation/la-na-north-dakota-pipeline-20161028-story.html>

¹⁴⁷ https://www.democracynow.org/2017/6/16/standing_rock_sioux_chair_on_militarized

¹⁴⁸ <https://theintercept.com/2017/05/27/leaked-documents-reveal-security-firms-counterterrorism-tactics-at-standing-rock-to-defeat-pipeline-insurgencies/>

¹⁴⁹ *Ibid*

¹⁵⁰ *Ibid*

¹⁵¹ *Ibid*

la construction du pipeline pour l'environnement.¹⁵² Il existe néanmoins d'autres cas de persécutions de défenseurs de l'environnement aux États-Unis quand il s'agit de ceux qui s'occupent des problèmes environnementaux liés à l'extraction des ressources naturelles.

D'après l'information reçue par Bold Nebraska, dans le cadre de la loi sur la liberté d'accès à l'information, il a été découvert que l'entreprise TransCanada - ayant élaboré le projet du pipeline Keystone XL - avait organisé un briefing sur la sécurité de l'État du Nebraska pour les autorités.¹⁵³ Lors de celui-ci, TransCanada proposait aux organes locaux d'étudier la pratique de l'application des lois régionales et fédérales sur la lutte contre le terrorisme pour les militants s'élevant contre le pipeline.¹⁵⁴ D'après les données de l'édition The Earth Island Journal, l'entreprise TransCanada a fourni au FBI et aux fonctionnaires de l'État du Nebraska des informations sur la sécurité corporative. L'entreprise a organisé une réunion avec les forces de l'ordre à Oklahoma-City sur la stratégie de l'entreprise, durant laquelle elle a proposé aux avocats locaux d'étudier les lois sur la lutte contre le terrorisme pour la persécution des militants.¹⁵⁵ En mars 2014, dans un but d'espionnage, des fonctionnaires des forces de l'ordre ont pénétré dans une réunion d'militants écologistes de l'État d'Oklahoma qui avaient participé au plus grand mouvement contre les pipelines TransCanada. Les actions menées par les organes d'État ont abouti à « l'empêchement préventif de leur manifestation ».¹⁵⁶ D'après les sources, cette opération faisait partie du système de surveillance parlementaire des militants écologistes luttant contre l'extraction de schiste bitumeux. Le Département de la Sécurité Interne surveillait attentivement les opposants à l'extraction de schiste bitumeux et partageait régulièrement des informations avec TransCanada et vice-versa.¹⁵⁷

¹⁵² <https://www.theatlantic.com/science/archive/2017/06/dakota-access-standing-rock-sioux-victory-court/530427/>

¹⁵³ <https://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2014/jan/21/fracking-activism-protest-terrorist-oil-corporate-spies>, <https://popularresistance.org/transcanada-calls-nebraska-ranchers-agressive-and-abusive-talks-of-terrorism/>, <https://www.desmogblog.com/2013/06/14/anti-keystone-xl-activists-labeled-possible-eco-terrorists-internal-transcanada-documents>

¹⁵⁴ https://www.scribd.com/document/147203140/TransCanada-Presentation-on-Security-to-Local-Law-Enforcement-Part-1-of-3?ad_group=1235627&campaign=VigLink&content=27795&irgwc=1&keyword=ft500noi&medium=affiliate&source=impactradius, <https://popularresistance.org/transcanada-calls-nebraska-ranchers-agressive-and-abusive-talks-of-terrorism/>

¹⁵⁵

http://www.earthisland.org/journal/index.php/elist/eListRead/undercover_agents_infiltrated_tar_sands_resistance_camp_to_break_up_planned/

¹⁵⁶ <https://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2014/jan/21/fracking-activism-protest-terrorist-oil-corporate-spies>

¹⁵⁷

http://www.earthisland.org/journal/index.php/elist/eListRead/undercover_agents_infiltrated_tar_sands_resistance_camp_to_break_up_planned/

En décembre 2013, les participants au mouvement contre les schistes bitumeux, les militants de la région des Grandes Plaines, de l'État d'Oklahoma, Moriah Stephenson et Stefan Warner, ont organisé une manifestation pacifique dans l'immeuble du bureau de Devon Energy, l'entreprise principale dans le domaine du forage du pétrole et du gaz. Finalement, Moriah Stephenson et Stefan Warner ont été accusés de terrorisme juste parce qu'ils avaient brandi un panneau.¹⁵⁸ Le panneau était décoré de paillettes dont certaines sont tombées sur le parquet. La police a caractérisé les paillettes comme « une substance », une « poudre noire » potentiellement « dangereuse et toxique » qui a provoqué la panique.¹⁵⁹ Pourtant, le correspondant du journal américain The Guardian a présenté la situation différemment :

*« Quelques minutes plus tard [les militants] Stephenson et Warner ont rangé le panneau et ont quitté l'immeuble en demandant des excuses au nettoyeur se précipitant avec le balai. Quelques personnes avec des tasses de café se baladaient dans le hall, d'après Stephenson. Elle n'a remarqué aucune réaction particulière par rapport à la bannière. D'après elle, elles n'ont créé aucun désordre. Les militants n'ont utilisé que quatre petits tubes de paillettes pour deux panneaux ».*¹⁶⁰

Les militants ont été arrêtés sur l'accusation de crimes pénaux de l'article sur « le faux terrorisme » qui peut entraîner une privation de liberté pour une durée allant jusqu'à 10 ans. Puis l'accusation a été retirée. Cependant, les deux militants se sont présentés devant le tribunal pour accusation de la violation de l'ordre public et ont été acquittés en août 2016.¹⁶¹

La défenseure de l'environnement renommée, Julia Bonds, qui est décédée à la suite d'un cancer en 2011, a consacré les dernières années de sa vie à la lutte contre l'utilisation de méthodes d'extraction du charbon aboutissant à la destruction des montagnes. La destruction des montagnes représente un grand risque pour la santé des populations locales, nuit à leurs maisons et à l'environnement. Bonds a aidé à fonder l'organisation

¹⁵⁸ <https://www.theguardian.com/environment/2014/jan/10/terror-charges-oklahoma-fossil-fuel-protest>

¹⁵⁹ *Ibid*

¹⁶⁰ *Ibid*

¹⁶¹ <http://gptarsandsresistance.org/>, <http://www.motherjones.com/politics/2013/12/tar-sands-keystone-protesters-arrested-terrorism-glitter/>

Coal River Mountain Watch et a défendu les habitants des Appalaches contre l'utilisation de cette méthode qui amenait à la pollution de l'eau potable par des métaux lourds, dont l'arsenic, le mercure ou le plomb ». À cause des infractions commises par l'entreprise Massey Energy - responsable de la destruction des montagnes dans la ville natale de Bonds, Marfork Hollow, dans l'État de la Virginie-Occidentale et dans d'autres endroits des Appalaches - les habitants, dont Bonds, ont été forcés de quitter leurs maisons. Les actions de cette défenseure de l'environnement ont abouti à des résultats positifs pour les autochtones, mais cela lui a coûté sa sécurité personnelle. Elle était régulièrement menacée par téléphone de manière anonyme, elle a été offensée et attaquée à plusieurs reprises. La pression se renforçait à chaque fois qu'elle organisait une manifestation. Quand les militants montraient aux visiteurs et aux journalistes les destructions des ressources naturelles provoquées par l'extraction, des gardiens armés menaçaient Bonds et d'autres militants écologistes.

Maria Gunnoe est une autre défenseure de l'environnement qui lutte pour la protection des Appalaches contre les destructions liées à l'extraction du charbon. Comme Julia Bonds, Maria Gunnoe a défendu la population et les ressources foncières dans le sud de la Virginie-Occidentale pendant plus de 10 ans. Elle a lutté contre l'entreprise Frasture Creek Mining qui avait détruit les montagnes autour de sa maison. Gunnoe a souvent été menacée, elle a été attaquée et arrêtée. D'après les voisins de Gunnoe, des inconnus planifiaient de brûler sa maison. Ses enfants ont été soumis à des pressions à l'école, le chien de sa fille a été tué par arme à feu. Gunnoe a trouvé des panneaux d'avis de recherche ironiques avec son visage dans les alentours de sa ville natale. Quand Gunnoe a témoigné devant le Congrès concernant la pollution de l'eau suite à la destruction des montagnes, un membre du Congrès républicain a accusé la militante écologiste de « conservation de la pornographie des enfants » parce qu'elle essayait de montrer la photographie d'une fillette de 5 ans se lavant dans de l'eau sale. Gunnoe a dû prendre des mesures sérieuses afin de se protéger ainsi que sa famille. En collaboration avec ses collègues, elle continue la lutte pour la protection des montagnes.

En 2009, Helen Slottje a découvert que l'extraction du gaz de schiste avait été organisée dans certains petits villages de l'État de New York, aboutissant à la destruction du paysage intact par le biais de la constriction, de l'équipement de forage et des déchets.

« Les familles étaient forcées d'avoir recours à une eau et un air sales, ce qui amenait des problèmes sanitaires ». Slottje a fourni gratuitement aux populations locales une aide juridique afin de protéger leur propriété contre la destruction résultant de l'extraction du gaz de schiste. Grâce à son aide, ils ont étudié les lois sur le zonage et sur l'utilisation des terrains afin d'arrêter le forage. Grâce aux amendements développés par Slottje, plus de 170 villes de tout l'État de New York ont adopté des lois locales interdisant le forage.

À cause de son activité de défense de l'environnement, Slottje a été ouvertement menacée, humiliée et persécutée par les représentants de l'entreprise. Par exemple, un soir alors qu'elle sortait d'une réunion, elle a été poursuivie et verbalement agressée jusqu'au parking. Cette campagne de dénigrement s'est poursuivie pendant environ deux ans. Après l'interdiction de l'extraction du gaz de schiste dans l'Etat de New York, Slottje est revenue dans un cabinet privé.

Conclusion

La réalisation du principe 10 de la Déclaration de Rio et des dispositions de la Convention d'Aarhus témoigne du rôle clé des organisations environnementales publiques et des militants de protection de l'environnement et de réalisation des objectifs du développement durable. Elle met en œuvre les principes et les dispositions des documents définissant les bases du droit international à un environnement sain et au développement durable, implique le grand public dans l'activité de protection de l'environnement, de promotion du développement durable et d'introduction des standards environnementaux modernes dans la planification de l'état et dans l'activité économique des entreprises.

Malheureusement, la multiplicité et la diversité des cas d'oppressions, de persécutions, d'application de sanctions, d'utilisation de la violence et même d'élimination physique des défenseurs de l'environnement dans les pays de l'ex-URSS et aux États-Unis mettent en lumière les tendances effrayantes de dissémination et de renforcement de l'atmosphère de suspicion et d'hostilité de l'état et du monde des affaires à l'égard des organisations environnementales et des militants. L'activité de protection de l'environnement est devenue un métier dangereux dans plusieurs pays et, par ailleurs, certains états représentent déjà les « taches blanches » sur la carte du mouvement écologiste mondial. Les organisations environnementales indépendantes et les militants sont considérés comme la barrière principale contre la destruction consécutive des écosystèmes naturels, la réalisation des projets destructeurs, la promotion des modèles de production et de consommation instables. C'est pour cette raison qu'une « chasse aux sorcières » a été initiée dans plusieurs pays, ce qui met en danger non seulement le droit des citoyens à un environnement sain mais également la possibilité d'atteindre les objectifs du développement durable.

Il est temps que la communauté internationale prête attention à l'amélioration de l'accès à l'information environnementale, à la participation du public dans le processus de prise de décisions, à l'accès à la justice mais aussi au fait que les organisations publiques et les citoyens ne doivent pas avoir peur d'utiliser leurs droits environnementaux. Nous appelons toutes les parties concernées des organisations environnementales, de défense

des droits de l'homme et internationales, des gouvernements et des autorités publiques à réunir leurs forces pour améliorer les conditions de travail des défenseurs de l'environnement.

À PROPOS DE NOUS

Crude Accountability est une organisation environnementale et de défense des droits de l'homme non commerciale. Nous travaillons avec les militants et les groupes publics dans les régions de la mer Caspienne et de la mer Noire, qui luttent contre les menaces des ressources naturelles et contre leurs conséquences négatives sur la santé. Crude Accountability travaille au niveau local, national, régional et international, en partenariat avec les organisations et les militants défendant un environnement juste et écologiquement stable. Fondée dans la ville Alexandria dans l'État de Virginie, Crude Accountability coopère également avec les organisations de défense de l'environnement des États-Unis travaillant sur les mêmes questions.

crudeaccountability.org

info@crudeaccountability.org

L'Ecoforum des ONG du Kazakhstan est un réseau national des ONG, créé en 1997. L'Ecoforum représente une plateforme pour un échange libre de l'information et des opinions entre militants, pour la réalisation de campagnes publiques communes par les ONG environnementales et permet de mieux faire entendre la voix des organisations environnementales locales au Kazakhstan et ailleurs.

www.env.kz

ecoforumkz@gmail.com



CRUDE
ACCOUNTABILITY

ECOFORUM des ONG du
KAZAKHSTAN

2017